

PROJET DE RAPPORT

Modélisation des indicateurs
sur la qualité de vie
au Canada :
une étude de faisabilité

Robert A. Murdie, Darla Rhyne

et

Judy Bates

Institute for Social Research
Université York

Octobre 1992

This publication is also available in English under the title:
Modelling Quality of Life Indicators in Canada

Tables des matières

1. Introduction
2. La recension des écrits
 - 2.1 Organisation de la recension des écrits
 - 2.2 Thèmes et questions importantes dégagés des écrits
3. Grandes questions
 - 3.1 Définition
 - 3.2 Objet
 - 3.3 Domaines
 - 3.4 Indicateurs
 - 3.5 Relation entre indicateurs objectifs et subjectifs
 - 3.6 La pertinence des modèles statistiques
 - 3.7 Additivité/normalisation
 - 3.8 Échelle spatiale
 - 3.9 Fréquence d'observation
4. Les modèles
 - 4.1 Cadre conceptuel de la QV
 - 4.2 Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité
5. Les indicateurs
 - 5.1 Logement
 - 5.2 Utilisation du sol
 - 5.3 Transports
 - 5.4 Environnement naturel
 - 5.5 Emploi et commerce
 - 5.6 Services publics
 - 5.6.1 Santé
 - 5.6.2 Éducation
 - 5.6.3 Loisirs
 - 5.6.4 Criminalité et sécurité
 - 5.6.5 Bien-être social
6. Conclusions

Références

Annexe

NOTE: Issued also in English under the the title:
Modelling Quality of Life Indicators in Canada

Liste des figures

Figure 1 :	Cadre conceptuel de la qualité de vie	31
Figure 2 :	Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité	35
Figure 3 :	Indicateurs et mesures spécifiques de vivabilité : logement	40

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Logement : Indicateurs et mesures spécifiques	60
Tableau 2 :	Utilisation du sol : Indicateurs et mesures spécifiques	61
Tableau 3 :	Transports : Indicateurs et mesures spécifiques	62
Tableau 4 :	Environnement naturel : Indicateurs et mesures spécifiques	63
Tableau 5 :	Emploi et commerce : Indicateurs et mesures spécifiques	64
Tableau 6 :	Santé : Indicateurs et mesures spécifiques	65
Tableau 7 :	Éducation : Indicateurs et mesures spécifiques	66
Tableau 8 :	Loisirs : Indicateurs et mesures spécifiques	67
Tableau 9 :	Criminalité et sécurité : Indicateurs et mesures spécifiques	68
Tableau 10 :	Bien-être social : Indicateurs et mesures spécifiques	69

Résumé abrégé

Cette étude avait trois principaux objectifs 1) analyser les écrits existants sur la qualité de vie, 2) élaborer un modèle complet de la qualité de vie qui soit approprié pour le niveau municipal, et 3) explorer la disponibilité de données pour le modèle dans diverses échelles spatiales et à divers intervalles de temps et définir les données requises qui n'existent pas déjà. Le rapport comprend quatre grandes sections. Dans la première, on résume les grands thèmes des écrits et on signale les questions importantes concernant la qualité de vie. Une brève analyse de chaque grande question forme la base de la deuxième section. Dans la troisième section, deux modèles sont analysés, le premier concerne les perspectives traditionnelles de la qualité de vie selon les indicateurs objectifs et subjectifs et le second est fondé sur les idées récentes au sujet du développement durable et des villes en santé. Ce dernier, qui est le modèle préféré, situe le contexte pour la définition des indicateurs appropriés qui ont été retenus et les mesures particulières de ces indicateurs. Enfin, dans la quatrième section, on passe en revue les indicateurs qui ont été choisis et les mesures particulières les concernant.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur collaboration à la préparation de ce rapport. Une partie du projet comportait des discussions en groupes auxquelles ont participé des membres de l'Université York spécialisés dans d'importants aspects reliés à la qualité de vie. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Michael Burke, Hy Day, Paul Grayson, Bryn Greer-Wootten, Michael Hall, Valerie Preston et Gerda Wekerle d'avoir participé à l'élaboration des modèles. Anita Valencia était responsable de la production du rapport et des tableaux à l'appui. Nous désirons également exprimer notre reconnaissance à Dick Leong du Centre des études prospectives sur l'habitation et le cadre de vie qui nous a fourni de précieux commentaires sur les versions précédentes de ce rapport.

RÉSUMÉ

1. Objet et portée

Cette étude avait trois principaux objectifs 1) analyser les écrits existants sur la qualité de vie, 2) élaborer un modèle complet de la qualité de vie qui soit approprié pour le niveau municipal, et 3) explorer la disponibilité de données pour le modèle dans diverses échelles spatiales et à divers intervalles de temps et définir les données requises qui n'existent pas déjà. Le rapport comprend quatre grandes sections. Dans la première, on résume les grands thèmes des écrits et on signale les questions importantes concernant la qualité de vie. Une brève analyse de chaque grande question forme la base de la deuxième section. Dans la troisième section, deux modèles sont analysés, le premier concerne les perspectives traditionnelles de la qualité de vie selon les indicateurs objectifs et subjectifs et le second est fondé sur les idées récentes au sujet du développement durable et des villes en santé. Ce dernier, qui est le modèle préféré, situe le contexte pour la définition des indicateurs appropriés qui ont été retenus et les mesures particulières de ces indicateurs. Enfin, dans la quatrième section, on passe en revue les indicateurs qui ont été choisis et les mesures particulières les concernant.

2. Récension des écrits

La décision d'inclure ou d'exclure les écrits s'appuyait sur plusieurs critères, dont les suivants. 1) Actualité : La plus large place a été accordée aux travaux des années 1980, 2) Contenu canadien : Nous avons tenté d'inclure toutes les grandes études canadiennes, 3) Échelle spatiale : La plupart des écrits se situent au niveau urbain ou intra-urbain et 4) Articulation de fond : Nous avons favorisé les études traitant de la qualité du lieu, définie objectivement et subjectivement.

3. Thèmes et questions importantes dégagés des écrits

Au niveau le plus fondamental, la recherche sur la qualité de vie peut se diviser en indicateurs objectifs et subjectifs. Les indicateurs objectifs sont des mesures quantitatives, habituellement tirées du recensement ou provenant d'autres organismes locaux. Les indicateurs subjectifs sont des mesures qualitatives, normalement tirées d'entrevues spécialement structurées menées auprès d'un échantillon de la population générale. L'élaboration des écrits et d'un grand nombre de questions clés de la recherche sur le QV a trait à la distinction entre les indicateurs objectifs et subjectifs.

Le début des années 1970 a été caractérisé par l'élaboration d'indicateurs objectifs pour une vaste gamme de thèmes ou de domaines. Pour l'essentiel, l'objectif était de décrire les conditions sociales entre les villes et(ou) à l'intérieur des villes. Les études d'indicateurs objectifs ont été très critiquées surtout pour ne pas

incorporer de données subjectives sur les perceptions et les évaluations dans les domaines d'expérience de vie, des relations entre chacun et de la qualité de vie globale. En général, la plupart des données servant à vérifier ces modèles ont été tirées d'enquêtes nationales. Des questions ont également été soulevées concernant les rapports entre les indicateurs objectifs et subjectifs. Les résultats d'études empiriques ont fait ressortir le peu de lien qui existe entre les deux types d'indicateurs bien qu'il faille signaler de larges écarts dans la conception de la recherche et le genre d'indicateurs utilisés entre les études existantes.

Dans les années 1980, l'articulation de la recherche dans les études sur la qualité de vie a pris des orientations différentes. Au niveau urbain ou métropolitain, les indicateurs objectifs sont réapparus sous forme de «classement des endroits». Ces études sont centrées sur l'attrait relatif des centres urbains et ciblent très directement les personnes ou les entreprises qui ont l'intention de déménager. Au niveau intra-urbain, les indicateurs objectifs ont refait surface de deux façons bien différentes : en tant que systèmes de commercialisation ciblés au niveau des quartiers et en tant que programme de recherche d'articulation plus étroite concernant la «classe marginale» urbaine et les indicateurs de pauvreté notamment dans les centres-villes. De même, pendant les années 1980, la recherche sur les indicateurs subjectifs a pris sa propre orientation et a eu tendance à mettre l'accent sur les améliorations des mesures subjectives.

Au milieu des années 1980, le contexte des études de la QV a changé du tout au tout. Tout d'abord, il y a eu un rejet général de la modélisation dans les sciences sociales et un accent plus net sur les différences et les qualités caractéristiques des régions locales. Il y a eu aussi un plus grand désir d'imprimer à la recherche sur la QV une orientation plus nette vers les politiques, en intégrant plus directement dans le processus de planification toutes les études de la QV. Le deuxième grand changement au milieu des années 1980 a été l'émergence d'approches de planification plus holistiques, s'inspirant des perspectives de la QV, de l'environnement durable et des villes en santé.

La révision des écrits ne s'est pas limitée à relever les tendances de l'évolution de la recherche sur la QV. Elle a aussi fait ressortir un certain nombre de questions importantes qui sont examinées en détail dans le rapport. Ces questions comprennent la définition, l'objet, les domaines, les indicateurs, la relation entre indicateurs objectifs et subjectifs, la pertinence des modèles statistiques, l'additivité/la normalisation, l'échelle spatiale et la fréquence d'observation. La première moitié est essentiellement conceptuelle et la seconde méthodologique.

4. Modèles

Nous avons élaboré deux modèles de QV dans notre rapport. L'un et l'autre s'appuient sur les écrits et leur développement au cours des deux dernières décennies. Le premier, le cadre conceptuel de la qualité de vie est un énoncé intégratif des idées puisées dans les recherches sur les indicateurs objectifs et subjectifs. Le second, le modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité, s'inspire des travaux récents sur les environnements durables et les villes en santé et il est plus étroitement relié aux questions de politique qui sont importantes au niveau municipal. Le modèle est cependant lacunaire, en ce sens qu'il ne procure pas d'indicateurs subjectifs reliés à la vitalité économique, au mieux-être social et à l'intégrité environnementale. La plupart des municipalités ne sont probablement pas en mesure de consacrer le temps et l'argent nécessaires à la collecte de l'information sur les indicateurs subjectifs, bien que les évaluations et les satisfactions des résidents locaux demeurent un aspect important.

5. Indicateurs

Les indicateurs et les mesures d'opérationnalisation du modèle communautaire de l'environnement habité sont présentés dans une série de tableaux. Chacun des secteurs suivants fait l'objet d'un tableau distinct : logement, utilisation du sol, transports, environnement naturel, emploi et commerce, santé, éducation, loisirs, criminalité et sécurité et bien-être social. Dans les tableaux, les détails pour chaque secteur sont décrits sous trois rubriques : composante de vivabilité (vitalité économique, mieux-être social, intégrité environnementale), indicateurs de vivabilité et mesures spécifiques. Les indicateurs de vivabilité sont des construits plus spécifiques reliés à chaque composante et les mesures spécifiques sont les variables recommandées pour le repérage de chaque indicateur de vivabilité. Dans de nombreux cas, la source de données est fournie pour chaque mesure.

1. Introduction

Le terme «qualité de vie» est fort répandu, tant dans les médias populaires que dans les textes techniques plus spécialisés. On le retrouve souvent aussi dans les buts et objectifs des documents de planification à tous les niveaux de gouvernement. Et pourtant il n'est pas facile à définir et il prête à diverses interprétations. En effet, de nombreux auteurs se gardent bien de le définir avec précision. En plus de l'imprécision définitionnelle, les définitions et interprétations données à la qualité de vie ont évolué avec le temps, ajoutant ainsi à l'incertitude et à la confusion entourant la signification appropriée du terme. Au début des années 1970, par exemple, l'accent était mis sur les indicateurs objectifs quantitatifs de la qualité de vie, souvent mesurée au niveau intra-urbain pour de petites unités d'analyse comme les secteurs de recensement. Au milieu des années 1970, on a compris les lacunes conceptuelles et méthodologiques des indicateurs objectifs et on s'est attaché à des indicateurs subjectifs plus qualitatifs et à l'évaluation des relations entre les attributs de l'environnement objectif et la qualité de vie perçue. Au milieu des années 1980, autre revirement : cette fois vers l'intégration de la qualité de vie dans un contexte de planification plus vaste, particulièrement avec accent sur l'environnement et la santé.

Comme de nombreux organismes publics qui s'occupent des questions de planification, de logement et d'environnement, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) s'intéresse à la qualité de vie. De fait, l'un des cinq objectifs à long terme exposés dans le plan

stratégique de la SCHL est de «promouvoir l'aménagement méthodique et opportun des centres urbains et des régions rurales et éloignées du Canada afin d'améliorer la qualité de vie des Canadiens en leur offrant un meilleur milieu de vie». Et pourtant, comme la SCHL a su le reconnaître, le concept de la qualité de vie est mal défini (SCHL, 1991). À un certain niveau, l'objectif d'amélioration du milieu de vie est assez clair et peut être atteint par une amélioration des conditions de logement, un accroissement de l'abordabilité, et une augmentation de l'offre et de la gamme de logements. À un niveau plus vaste, cependant, le concept est plus ambigu. C'est particulièrement le cas lorsque l'objectif est défini comme aider «... la société à mieux comprendre les facteurs qui améliorent ou diminuent la qualité de vie et le milieu de vie.» (SCHL, 1991a: 15). Se posent alors plusieurs questions, dont celles des divers sens attribués à la qualité de vie, des avantages relatifs des indicateurs objectifs et subjectifs, de la relation entre ces deux types d'indicateurs, de l'importance et de la fiabilité relatives des indicateurs, et de l'échelle spatiale appropriée d'analyse.

Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour mieux comprendre la qualité de vie et ses incidences pour les environnements habités, la Société a confié à l'Institute for Social Research (ISR) de l'Université York la mission de procéder à une analyse de faisabilité d'une modélisation des indicateurs de la qualité de vie au Canada. Le projet comporte trois volets interreliés :

- . analyser les écrits existants sur la qualité de vie et dresser une bibliographie annotée des grandes études consacrées à la qualité de vie.
- . élaborer un modèle détaillé et complet de la qualité de vie qui soit approprié pour le niveau municipal et pertinent pour les questions contemporaines.
- . explorer la disponibilité de données pour le modèle pour diverses échelles spatiales et divers intervalles de temps et définir les données requises qui n'existent pas déjà.

L'analyse qui suit se divise en cinq grandes sections. Tout d'abord, elle décrit la nature et les limitations de la recension des écrits. En outre, elle résume les grands thèmes des écrits et signale les questions importantes concernant la qualité de vie. Une brève analyse de chaque grande question forme la base de la deuxième section. La troisième section analyse deux modèles, le premier concernant les perspectives traditionnelles de la qualité de vie selon des indicateurs objectifs et subjectifs, et le second fondé sur les idées récentes au sujet du développement durable et des villes en santé. Ce dernier, qui est le modèle préféré, situe le contexte pour la définition des indicateurs appropriés. La quatrième section décrit les indicateurs retenus et les mesures particulières de ces indicateurs. Enfin, dans la dernière section, nous passons en revue les modèles mis au point et indiquons pourquoi le modèle préféré n'est pas parfait. La bibliographie annotée fait l'objet d'un rapport distinct à la SCHL. Les articles et ouvrages présentés dans la bibliographie annotée sont marqués d'un astérisque dans les Références du présent rapport.

L'Annexe donne la liste des indicateurs, avec indication de leur disponibilité.

2. La recension des écrits

2.1 Organisation de la recension des écrits

La recension des écrits visait plusieurs objectifs, dont les suivants : faire mieux comprendre comment la qualité de vie (QV) a été conceptualisée et comment les définitions de la QV ont changé avec le temps; repérer les secteurs ou domaines fréquemment examinés et les indicateurs ou mesures les plus fréquents dans chaque domaine; et étudier les relations entre les indicateurs objectifs et subjectifs relevés dans les études antérieures. Si la recension est vaste, elle ne couvre néanmoins pas toute la recherche ni toutes les publications sur la QV. Les écrits recensés vont du début des années 1970 à nos jours et traitent de diverses approches de la recherche sur la qualité de vie. La décision d'inclure ou d'exclure les écrits s'appuyait sur plusieurs critères, dont les suivants :

- . **Actualité** : Bien que certaines des études classiques de la QV, dans les perspectives objective et subjective, et plusieurs ouvrages résumant les méthodologies et les constatations des indicateurs sociaux et de la recherche sur la QV au cours des années 1970 soient inclus, ce sont les travaux des années 1980 qui occupent la plus large place.

- . **Contenu canadien** : Nous avons tenté d'inclure toutes les grandes études canadiennes. Nous avons inclus également les recherches classiques, importantes ou particulièrement pertinentes menées aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais notre observation de ce côté-là n'est pas exhaustive. Dans l'ensemble, nous avons exclu les modèles et la recherche empirique pour les pays en développement.
- . **Échelle spatiale** : Nous n'avons inclus les études aux niveaux national et international que si elles renfermaient des modèles implicites ou explicites d'intérêt pour les petites unités géographiques d'analyse. La plupart des écrits recensés se situent aux niveaux urbain ou intra-urbain d'analyse.
- . **Articulation de fond** : Ce critère concerne le mandat de la SCHL d'améliorer la QV par des améliorations du milieu de vie. On trouve amplement d'écrits dans les revues savantes sur les relations du mieux-être avec les structures de valeurs, sur les processus affectifs et cognitifs, sur les relations personnelles et sur les relations familiales. Malgré leur importance évidente pour comprendre la QV au niveau individuel, nous avons exclu une bonne part de ces textes au profit d'ouvrages traitant plus directement de la qualité du lieu, définie objectivement et subjectivement.

Nous avons annoté chaque référence en fonction de cinq éléments fondamentaux d'information : l'objet ou le type de l'étude; l'observation temporelle et géographique; la définition de la QV

utilisée; les types d'indicateurs employés; et l'apport à la compréhension de la qualité de vie. Les entrées sont présentées par ordre chronologique, allant des ouvrages publiés dans les années 1970 jusqu'à nos jours. Ce classement est précieux lorsqu'on veut comprendre l'évolution de la recherche sur la QV et dégager les grandes questions de définition, de méthodologie et de mesure à étudier pour tâcher de conceptualiser les indicateurs de la QV.

La préparation de la recension des écrits a obligé à examiner plusieurs sources, dont les suivantes :

- . Les articles parus depuis 1980 dans Social Indicators Research et les grandes revues de sociologie, de géographie urbaine et d'urbanisme.
- . Les ouvrages de la bibliothèque de l'Université York, extraits par une recherche en direct portant sur les catégories «qualité de vie» et «indicateurs sociaux».
- . Les publications des gouvernements du Canada et des États-Unis obtenues par une recherche en direct portant sur les catégories «qualité de vie» ou «indicateurs sociaux» ou repérées par des bibliothécaires de recherche.
- . Les études énumérées dans le document de travail, Quality of Life: Issues and Directions for CHMC, 1991.
- . Des documents non publiés des archives de l'ISR, particulièrement sur les études du changement social au Canada et des problèmes urbains au Canada.
- . Des bibliographies tirées de grandes recensions de la recherche sur la QV et sur les indicateurs sociaux.

- . Une recherche en direct des périodiques récents de langue anglaise auprès de la Colorado Association Research Libraries.

2.2 Thèmes et questions importantes dégagés des écrits

Au niveau le plus fondamental, la recherche sur la QV peut se diviser en indicateurs objectifs et subjectifs. Les indicateurs objectifs sont des mesures quantitatives, habituellement tirées du recensement ou provenant d'autres organismes locaux, comme les services d'urbanisme, de service social, de santé et de police. Les indicateurs subjectifs sont des mesures qualitatives, normalement tirées d'entrevues spécialement structurées menées auprès d'un échantillon de la population générale, et comportant habituellement des perceptions et des évaluations de la vie urbaine et des satisfactions en la matière. L'élaboration des écrits et d'un grand nombre des questions clés de la recherche sur la QV a trait à la distinction entre les indicateurs objectifs et subjectifs.

Le début des années 1970 a été caractérisé par l'élaboration d'indicateurs objectifs pour une vaste gamme de thèmes ou de domaines. Les domaines différaient en nombre et en genre entre les études, mais ils comprenaient souvent des mesures du mieux-être économique, des conditions environnementales, du bien-être social, du logement et de l'ordre public. Après une recension poussée des écrits existants, Smith (1973) proposait sept grands domaines à inclure dans les études des indicateurs sociaux objectifs, à savoir :

1. Le revenu, la richesse et l'emploi (le revenu et la richesse, la situation d'activité, les suppléments de revenu garanti)

2. Le milieu de vie (le logement, le quartier, l'environnement physique)
3. La santé (la santé physique et mentale)
4. L'instruction (le niveau atteint, la durée, la qualité)
5. L'ordre social (les pathologies personnelles, l'éclatement des familles, la criminalité et la délinquance, l'ordre public et la sécurité)
6. L'appartenance sociale (la participation à la démocratie, la justice pénale, la ségrégation)
7. Les loisirs (les installations de loisirs, la culture et les arts, les loisirs disponibles)

Typiquement, ces études s'appuyaient sur des données tirées du recensement et d'organismes locaux pour des unités spatiales comme les régions métropolitaines ou les secteurs de recensement dans les régions métropolitaines. Pour l'essentiel, l'objectif était de décrire les conditions sociales entre les villes et (ou) à l'intérieur des villes. Dans la plupart des cas, on espérait également que les décideurs utiliseraient les résultats, bien que très peu de principes directeurs aient été donnés. Un grand nombre de ces études étaient en outre caractérisées par une préoccupation à l'égard des questions de méthodologie comme la pondération des variables, le cadrage des données, et la validité de la sommation des données pour les domaines individuels afin d'obtenir une mesure unique de la QV pour chaque région métropolitaine ou secteur de recensement (p. ex., Dickinson, Gray, et Smith, 1972; Bederman, 1974; Liu, 1976).

La plupart des études des indicateurs objectifs ont porté sur des régions métropolitaines des États-Unis. Il y a, toutefois, quatre

grands exemples canadiens d'études d'indicateurs objectifs. La première est celle où Palys (1973) a tenté de reprendre, pour dix régions métropolitaines du Canada, l'étude que Flax (1973) a faite de villes des États-Unis. Palys a remarquablement bien réussi à répéter un grand nombre des mesures de Flax, mais la grande force de son oeuvre est une critique des lacunes de conception et de mesure d'un grand nombre de variables objectives. Les deux autres études, celles de Shulman et Bond (1978) et de Shulman, Bond et Nelson (1980), sont des études d'indicateurs sociaux des régions métropolitaines de recensement et des municipalités de dimensions moyennes, respectivement. L'une et l'autre sont caractérisées par le rassemblement et l'utilisation d'une quantité considérable de données hors recensement, mais ni l'une ni l'autre n'a été reprise depuis. L'étude la plus récente, celle du Groupe de consultants Peat Marwick (1988), commandée par la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, intègre une vaste gamme d'indicateurs, y compris la superficie d'espaces verts, la disponibilité d'installations communautaires, médicales, commerciales et culturelles, la qualité des routes, la pollution, et la stabilité des familles.

Les études d'indicateurs sociaux objectifs ont été très critiquées, souvent par les chercheurs employant cette approche. Les critiques portent sur l'absence de théorie sociale pour orienter la sélection des indicateurs, la non-représentativité des variables, l'exactitude faible ou piètre de la mesure, et l'absence de données convenables au niveau local. Comme le dit Smith (1972) dans son étude sur Tampa (Floride) «... il faut beaucoup d'efforts pour aller au-delà des données de recensement, afin de donner une forme appropriée aux registres des organismes locaux; dans certains cas, la tâche était trop

grande.» En particulier, cependant, on a reproché à ces études de ne pas intégrer de données subjectives sur les perceptions et les évaluations des résidents au sujet de leur ville et de ses quartiers.

Au milieu des années 1970, on s'est intéressé davantage aux éléments subjectifs de la QV, particulièrement à l'évaluation des domaines d'expérience de vie, des relations entre chacun et de leurs apports respectifs à la QV globale. Les études classiques sont celles d'Andrews et Withey (1976) et de Campbell, Converse et Rogers (1976). Ces derniers présentent un modèle où l'évaluation, aux yeux d'une personne, d'un attribut particulier dans un domaine donné est fonction de sa perception de l'attribut par rapport à ses normes internes de comparaison, à ses attentes et à ses aspirations. Par ailleurs, la perception d'un attribut est tributaire de l'environnement objectif, mais en reste distincte. On suppose également qu'aucun des stades du processus n'échappe à l'influence des caractéristiques du passé personnel comme l'âge, le sexe, l'ethnicité et la situation socio-économique. La plupart des données servant à vérifier ces modèles ont été tirées d'enquêtes nationales.

La méthodologie de Campbell, Converse et Rogers a été adaptée au contexte canadien dans le «Quality of Life in Canada Project» mené à la fin des années 1970 et au début des années 1980 par l'Institute for Behavioral Research (maintenant l'ISR) de l'Université York (Institute for Social Research, 1984). Cette étude a comporté trois enquêtes nationales portant sur le mieux-être subjectif et les évaluations perçues des conditions de vie objectives. En même temps, l'Institute for Behavioral Research lançait le projet «Survey of Urban Concerns» (Atkinson, 1979). Il s'agissait d'évaluer la réaction des résidents à

diverses questions de politique d'importance particulière dans les milieux urbains et à déterminer les aspects de l'environnement urbain qui jouent sur les préférences en matière de politiques et sur le potentiel social. Plus de 11 000 enquêtés de toutes les régions métropolitaines du Canada, stratifiées par zone (centre-ville, banlieue établie, nouvelle banlieue, et dans les plus grands centres, banlieue éloignée), ont été interrogés sur des points comme l'évaluation de la ville, l'évaluation du quartier, l'utilisation des transports en commun et les déplacements quotidiens, les perceptions de la criminalité, l'utilisation et l'économie d'énergie, et les préférences en matière de logement.

Bien qu'ils mesurent «... l'état de la collectivité aux yeux de ceux qui l'habitent» et soient donc susceptibles de «... présenter une évaluation plus exacte de la qualité de vie», les indicateurs subjectifs ont aussi été critiqués (Lyon, 1987). Selon Knox (1976), les personnes et les collectivités peuvent évaluer les domaines en termes différents, différentes personnes risquant d'attribuer un sens différent à des mots comme «satisfaction» et les gens pouvant être portés à donner ce qu'ils pensent être les bonnes réponses. En outre, les enquêtes coûtent cher et si des indicateurs objectifs moins coûteux et plus facilement accessibles peuvent servir de mesure de substitution appropriée pour les indicateurs subjectifs il n'est pas utile de procéder à de coûteuses enquêtes.

Cette considération pratique, ainsi que l'intérêt conceptuel, ont amené un certain nombre de chercheurs à explorer les relations entre les indicateurs objectifs et subjectifs. Par exemple, Kuz (1978) comparait, dans une étude maintes fois citée, les indicateurs objectifs

et subjectifs pour 77 centres urbains du Sud du Manitoba en 1971. Les domaines objectifs comprenaient le logement, l'instruction, le revenu, l'emploi, la santé, les loisirs, la sécurité sociale et les infrastructures communautaires. Les domaines subjectifs comprenaient la participation communautaire, l'interaction et l'aliénation des collectivités et le leadership communautaire. Les résultats ont fait ressortir qu'il n'y a pas grand lien entre les deux types d'indicateurs. Dans une étude plus poussée, Greer-Wootten et Velidis (1983) exploraient les relations entre les indicateurs objectifs et subjectifs pour un échantillon de ménages de la région de Toronto. Ils ont tiré leurs données subjectives du «Quality of Life in Canada Project» de 1981 et leurs données objectives d'une enquête de 1983 sur les conditions observées des logements et des quartiers pour les ménages qui avaient été interviewés en 1981. Divers modèles de régression par lesquels ils ont tenté d'expliquer les variations de satisfaction à l'égard du logement ont donné des résultats plutôt piètres. Les auteurs ont conclu qu'il faut à la fois des indicateurs objectifs et subjectifs, qu'il faut rassembler simultanément les données à leur égard, et qu'on a besoin de meilleurs indicateurs.

Dans les années 1980, l'articulation de recherche dans les indicateurs objectifs et subjectifs a pris des orientations différentes. Au niveau urbain ou métropolitain d'analyse, les indicateurs objectifs sont réapparus sous forme de «classement des endroits». L'étude la plus connue est celle de Boyer et Savageau, Places Rated Almanac (1981 et 1985), mais il y en a d'autres comme celles de Scott (1990) et de Marlin (1992) pour les États-Unis et de Green et Champion (1988) et de Findlay, Morris et Rogerson (1988) en

Grande-Bretagne. Ces études sont centrées sur l'attrait relatif des centres urbains et ciblent très directement les personnes ou les entreprises qui ont l'intention de déménager. Les indicateurs sont habituellement de grande portée, par exemple les mesures du climat, des arts et de la culture, de l'instruction, des loisirs, de la possibilité d'accès aux autres coins du pays, des soins de santé et des perspectives économiques. Comme les études antérieures fondées sur des indicateurs objectifs, les écrits sur le «classement des endroits» ont attiré de vives critiques (Landis et Sawacki, 1988). Les préoccupations particulières, surtout des études des États-Unis, comprennent les mauvais choix des concepts, la fiabilité des indicateurs, les questions d'échelle et de doubles comptes, l'exclusion des indicateurs intéressant les politiques, et l'utilisation de moyennes métropolitaines comme indicateurs de substitution pour les mesures concernant la collectivité ou le quartier.

Au niveau intramétropolitain d'analyse, les indicateurs objectifs ont refait surface de deux façons bien différentes : en tant que systèmes de commercialisation ciblée au niveau des quartiers et en tant que programme de recherche d'articulation plus étroite concernant la «classe marginale» urbaine. Les systèmes de commercialisation ciblée (p. ex., Weiss, 1988) groupent les zones postales par caractéristiques de recensement et d'autres. L'objectif premier est d'aider les détaillants à commercialiser leurs produits. Des entreprises commerciales comme Compusearch études de marché et de recherches sociales Limitée ont mis au point des systèmes semblables de commercialisation sociétale. (Jones et Simmons, 1978: 321-323).

Le mot «classe marginale» (underclass) nous vient essentiellement des États-Unis, où Myrdal (1962) l'a utilisé pour la première fois, avant que Wilson (1987) ne le reprenne récemment pour décrire l'isolement spatial des Noirs qui vivent dans la pauvreté et le chômage dans de nombreux centres-villes des États-Unis. L'oeuvre de Wilson a inspiré une foule de nouvelles recherches sur la pauvreté, y compris des essais de description du ghetto urbain à l'aide d'indicateurs comme le nombre de ménages dirigés par une femme, le chômage, la dépendance du bien-être social et le décrochage scolaire (Hughes, 1989). Compte tenu de l'absence relative de grands secteurs d'abandon résidentiel et de dépendance du bien-être social dans les centres-villes canadiens, il n'y a pas lieu de s'étonner que cette recherche n'ait pas produit d'effet au Canada. De fait, au Canada, on semble s'intéresser davantage au rajeunissement du centre-ville, particulièrement dans les régions métropolitaines ayant une économie de services de technologie de pointe. Signalons quand même la recherche de Davies et Murdie (1991), qui, à l'aide d'une analyse conjointe des données de recensement pour tous les secteurs de recensement des régions métropolitaines du Canada, ont observé des concentrations relativement fortes d'appauvrissement dans les vieux secteurs de la classe ouvrière près des centres-villes des villes québécoises et à St. John (Nouveau-Brunswick).

De même, pendant les années 1980, la recherche sur les indicateurs subjectifs a pris sa propre orientation et a eu tendance à mettre l'accent sur les raffinements des mesures subjectives. Cette recherche est illustrée par un grand nombre des articles de la revue Social Indicators Research pendant les années 1980. On a eu beau réclamer plus d'évaluations subjectives de la condition urbaine, le coût des études à

grande échelle par voie de questionnaire a sans doute limité le recours aux enquêtes. Il y a, cependant, deux exemples canadiens dignes de mention, soit une enquête de 1990 sur les questions urbaines et les attitudes dans la région du Grand Vancouver (Hardwick, Torchinsky et Fallick, 1991) et l'étude Angus Reid de 1991 sur la QV menée auprès de 4 000 résidents de huit régions métropolitaines du Canada (Reid, 1991; Patterson, 1992).

Au milieu des années 1980, le contexte des études de la QV a changé du tout au tout. Tout d'abord, il y a eu un rejet général de la modélisation dans les sciences sociales et un accent plus net sur les différences et les qualités caractéristiques des régions locales. Il y a eu aussi un plus grand désir d'imprimer à la recherche sur la QV une orientation plus nette vers les politiques, en intégrant plus directement dans le processus de planification toutes les études de la QV. Ainsi, Loetscher (1981, 1985) a étendu les modèles traditionnels de QV à un cadre davantage axé sur la planification en intégrant au modèle les activités des décideurs. Après une étude de la QV à Montréal, à Toronto, à Calgary et à Vancouver, il a conclu que «... les activités des décideurs doivent entrer en ligne de compte dans l'analyse de la qualité urbaine de vie, à moins que l'objet soit uniquement de donner une vue statique des conditions de vie à un moment donné dans le temps.» Dans un ouvrage concernant les études des collectivités, Lyon (1987) faisait observer que «... bien qu'ils soient étroitement liés aux préoccupations qu'inspire la qualité de vie, les indicateurs locaux sont insuffisants pour permettre une analyse satisfaisante sans :

- (1) indicateurs subjectifs fondés sur les perceptions de la collectivité et
- (2) une compréhension des conditions politiques locales

à prendre en compte pour améliorer la qualité de vie. Par exemple, si nous apprenons que la pauvreté est bien pire chez nous qu'ailleurs, il importe aussi de voir si la collectivité est consciente du problème et si les dirigeants politiques sont disposés à s'y attaquer.» Myers (1987, 1988) a étendu cette approche et proposé une méthodologie QV spécifique pour les urbanistes, qu'il a appelée la «méthode des tendances communautaires». Cette méthode s'appuie sur deux principes : (1) la QV est une expérience locale et (2) les gens jugent la «vivabilité» du milieu en fonction de tendances dans le temps de divers aspects de la QV locale. La méthode comporte quatre grandes étapes : (1) la définition d'indicateurs par une recension des écrits des professionnels sur la QV et la consultation des dirigeants locaux provenant d'une vaste gamme de groupes d'intérêt, (2) la collecte et le traitement de données objectives, (3) le sondage de l'opinion des citoyens, et (4) la rédaction de rapports pour diffusion dans la collectivité.

Le deuxième grand changement au milieu des années 1980 a été l'émergence d'intérêts connexes pour l'environnement et la santé. Le premier d'entre eux est axé sur le concept du développement durable, notion découlant particulièrement de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Commission Brundtland) en 1987. L'aménagement d'agglomérations durables, aux yeux de la SCHL, «... sous-entend nécessairement non seulement qu'il faut réaliser des objectifs économiques et préserver l'intégrité écologique, mais aussi qu'il faut tenir compte de divers facteurs sociaux, notamment l'équité communautaire et la possibilité de réagir à l'évolution des facteurs démographiques et autres.» (D'Amour, 1991). La Société préconise

l'intégration de principes de développement durable dans le processus de planification municipale.

La nouvelle perspective de santé publique, qui est aussi étroitement liée à la QV, comprend «... des interventions pour améliorer les styles de vie et les milieux sociaux et physiques.» (Mathur, 1989). L'idée d'une ville en santé a été lancée à Toronto en 1984 et concrétisée en 1988 dans le Projet canadien des communautés en santé. Ce projet est organisé conjointement par l'Association canadienne de la santé, l'Institut canadien des urbanistes et la Fédération canadienne des municipalités. Mathur (1989) mentionnait trois importants défis pour les municipalités : (1) réduire les injustices entre groupes socio-économiques, créer un environnement libre de danger et de pollution, et favoriser une plus grande capacité d'adaptation par la réduction du stress urbain, l'application de normes d'accessibilité physique et la prestation de soutiens sociaux, (2) encourager une participation publique comprenant le contrôle et la responsabilisation, et (3) mettre l'accent sur les stratégies holistiques, multisectorielles et interservices et interministérielles.

Ces approches de planification plus holistiques, s'inspirant des perspectives de la QV, de l'environnement durable et des villes en santé, ont été la base de récents exercices de planification à Vancouver (p. ex., Hardwick, Torchinsky et Fallick, 1991), à Toronto (p. ex., le Service d'urbanisme de la Communauté urbaine de Toronto, 1991); le Bureau de la région du grand Toronto, 1992; la Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto, 1992) et à Montréal (p. ex., Gariépy, Domon et Jacobs, 1990). Dans tous les cas, on a tenté d'adopter une approche davantage axée sur les politiques que cela n'a

été traditionnellement le cas avec les indicateurs objectifs et subjectifs.

3. Grandes questions

La recension des écrits ne s'est pas limitée à relever les tendances de l'évolution de la recherche sur la QV. Elle a aussi fait ressortir un certain nombre de questions importantes appelant un examen plus systématique. Ces questions comprennent la définition, l'objet, les domaines, les indicateurs et la relation entre indicateurs objectifs et subjectifs, la pertinence des modèles statistiques, l'additivité/la normalisation, l'échelle spatiale, et la fréquence d'observation. La première moitié est essentiellement conceptuelle, et la seconde méthodologique. Chaque question est analysée plus en détail ci-après.

3.1 Définition

Plusieurs termes ont servi à désigner la QV. «Qualité de vie» est le plus général : il a servi à décrire une vaste gamme d'études comprenant des indicateurs objectifs, des indicateurs subjectifs, ou les deux. Le terme «indicateurs sociaux» est moins fréquent et il s'applique plus souvent à des indicateurs objectifs, bien qu'Andrews et Withey (1976) l'aient utilisé dans leur étude du mieux-être perçu. Des termes parallèles, comme «indicateurs urbains» et «indicateurs communautaires» décrivent habituellement l'application des indicateurs sociaux à des secteurs plus locaux. Dans la même veine, Smith (1973) a

popularisé le terme «indicateurs sociaux territoriaux» pour parler de l'application des indicateurs sociaux à un niveau infranational (p. ex., urbain ou intra-urbain). Il y a une autre question, cependant, soit celle de savoir si les indicateurs territoriaux sont véritablement des mesures de la quantité et (ou) de la qualité de l'endroit plutôt que de la qualité de vie. Cutter (1985), par exemple, définit la qualité de vie comme «... le bonheur ou la satisfaction que la vie et l'environnement procurent à l'individu, particulièrement en ce qui a trait à ses besoins et désirs, à ses aspirations, à ses préférences de style de vie, et à d'autres facteurs tangibles et intangibles...» et la qualité de l'endroit comme «... la mesure des conditions de lieu, le mode d'expérience de ces conditions, et l'importance relative de chacune pour l'individu». Enfin, de récentes études de planification ont utilisé des termes comme «métropole vivable» pour décrire des approches plus holistiques de la QV qui s'inspirent, pour certaines idées, des mouvements du développement durable et des villes en santé. La QV demeure un terme général utile, mais il est important de noter qu'il englobe plusieurs idées et approches conceptuelles différentes.

3.2 Objet

Quel est l'objet ultime de la recherche sur la QV? À quoi va-t-elle servir? Les écrits semblent présenter au moins trois possibilités qui sont liées aux questions urbaines et régionales : a) les textes sur le «classement des endroits», qui visent à classer les collectivités selon leur attrait pour l'entreprise et l'industrie, et comme endroits où vivre, b) les textes sur les «indicateurs territoriaux», qui mettent

l'accent sur la détermination et la réduction du dénuement économique au niveau intra-urbain d'analyse et c) l'approche de la métropole «vivable», qui a une orientation de planification plus spécifique et qui souligne souvent le caractère particulier de municipalités individuelles. Nous avons fait une analyse détaillée de toutes ces approches dans l'étude de l'évolution des écrits sur la QV. Le point important est que les études de la QV peuvent avoir divers objets, dont chacun commande une approche différente.

3.3 Domaines

Quels sont les domaines importants? Peuvent-ils être classés par ordre de priorité? Il y a relativement peu de travaux théoriques dans ce domaine, surtout en ce qui a trait au contexte urbain et régional. Là où il en existe, les listes de domaines sont habituellement le fruit de synthèses des écrits (p. ex., Smith, 1973; Beesley et Russwurm, 1989). Il y a consensus sur l'inclusion de grands domaines comme les loisirs, l'instruction, la santé, le milieu de vie, et l'ordre social, ce qui n'a pas empêché Findlay, Rogerson et Morris (1988) de noter : «Il y a de nombreuses listes, mais on s'entend peu sur la gamme des indicateurs ou sur la façon de les choisir.»

On a aussi tenté plusieurs fois, particulièrement dans des études nationales, de déterminer quels domaines comptent le plus dans la satisfaction globale qu'apporte la vie. Le problème du classement prioritaire des domaines à partir de cette recherche est double. Tout d'abord, le niveau de prévisibilité de la satisfaction globale à l'égard de la vie par la satisfaction à l'égard de domaines individuels

comme variables prédictives est souvent faible; en second lieu, les variables importantes sont souvent sans rapport avec la structure communautaire. Par exemple, dans une étude de la QV dans 13 nouvelles collectivités nées d'une planification détaillée et complète aux États-Unis, Zehner (1977) a observé que les enquêtés ont classé la sécurité économique, la vie familiale, les forces personnelles, l'amitié et la qualité de l'environnement au rang des facteurs les plus importants de la QV. Dans la même étude, le niveau de vie, l'utilisation du temps de loisirs, et la vie familiale sont apparus comme les prédicteurs les plus importants de la satisfaction globale à l'égard de la vie. Le logement venait au 7^e rang, le quartier au 9^e et la collectivité au 10^e.

Plus récemment, les écrits sur la métropole vivable mettent l'accent sur la détermination des questions urbaines qui sont les plus importantes dans l'environnement local à un moment donné. Par exemple, dans une étude d'Austin (Texas) (Myers, 1987), invités à pondérer l'importance des facteurs, les enquêtés ont accordé leur préférence à la criminalité, à la qualité de l'eau, au coût de la vie, aux emplois, aux écoles et à la circulation. Chose intéressante, ils estimaient également que ce sont ces facteurs qui contribuent le plus à ce qu'ils ont qualifié de diminution de la QV à Austin. Il faut en conclure que les citoyens peuvent classer les domaines de QV en fonction des facteurs dont ils ont la perception la plus négative sur le coup, ce qui soulève des doutes quant à la capacité de définir un ensemble d'indicateurs qui sont constamment les plus importants.

3.4 Indicateurs

Les indicateurs sociaux sont-ils d'abord et avant tout des mesures de substitution imparfaites pour des idées plus abstraites au sujet de la QV? Pouvons-nous véritablement mesurer ces idées abstraites, compte tenu de la nature des données disponibles? Il est généralement admis que les indicateurs objectifs sont des mesures de substitution ou des indicateurs indirects de la QV. Selon Carley (1981) et Beesley et Russwurm (1989), on peut considérer les indicateurs objectifs comme des intrants (p. ex., nombre de lits par habitant), des débits (p. ex., nombre de cas des médecins) ou des extrants intermédiaires (p. ex., espérance de vie), alors que les mesures subjectives (p. ex., la population en santé) sont des extrants finals. En général, les études utilisant des indicateurs objectifs ont très peu de fondement théorique (surtout les écrits sur le «classement des endroits»). Dans les rares cas où il y a un solide fondement théorique (p. ex., Liu, 1976), le modèle de QV élaboré était assez rigoureux qu'il était difficile à opérationnaliser avec les données existantes. Pour l'essentiel, les études de la QV faisant appel à des indicateurs objectifs dépendent de la disponibilité de données et de l'évaluation subjective du chercheur. La discussion porte pour une bonne part sur le manque de fiabilité, la difficulté d'interprétation, l'absence de caractère saillant et le simplisme des indicateurs objectifs (p. ex., Palys, 1973).

3.5 Relation entre indicateurs objectifs et subjectifs

Les indicateurs objectifs sont-ils des mesures de substitution satisfaisantes des indicateurs subjectifs? Comme nous l'avons vu plus haut, les indicateurs objectifs coûtent habituellement moins cher et sont habituellement plus accessibles que les indicateurs subjectifs. S'il y a concordance étroite entre les deux types d'indicateurs, il ne serait pas utile de procéder aux coûteuses enquêtes qui sont nécessaires pour obtenir des indicateurs subjectifs de la QV.

Le consensus qui se dégage des études empiriques par lesquelles les chercheurs ont tenté de mesurer l'association entre les indicateurs objectifs et subjectifs est qu'il n'y a pas de liens étroits entre les deux types d'indicateurs. Il faut noter, cependant, que les études existantes diffèrent considérablement par leur plan de recherche et le type d'indicateurs utilisés. Par exemple, Kuz (1978) a utilisé une vaste gamme d'indicateurs objectifs et une gamme très étroite d'indicateurs subjectifs pour déterminer la QV dans 77 centres du Sud du Manitoba. Dans les circonstances, il ne faut pas se surprendre de la faiblesse de la corrélation entre les deux types d'indicateurs. De même, Wish (1986) a observé une faible corrélation entre les indicateurs objectifs et subjectifs pour un échantillon de 60 régions métropolitaines des États-Unis. Cependant, les indicateurs objectifs, tirés du Places Rated Almanac, portaient sur des régions métropolitaines, alors que les indicateurs subjectifs, tirés de l'Annual Housing Survey, concernaient des opinions sur le logement et les services du quartier, et étaient donc beaucoup plus localisés. Une fois encore, il ne faut pas s'étonner de la faiblesse de la corrélation entre les deux types d'indicateurs.

Des études plus soigneusement structurées des relations entre les indicateurs objectifs et subjectifs ont donné des résultats non convergents. Dans leur étude de la QV résidentielle dans la région de Toronto, Greer-Wootten et Velidis (1983) ont observé un écart entre les mesures objectives de la qualité résidentielle et les mesures subjectives de la satisfaction à l'égard de la résidence. La qualité était liée à l'endroit (ville, banlieue, périphérie), mais pas la satisfaction. De même, dans une analyse de régression, les mesures objectives de la qualité résidentielle n'ont expliqué que 10,8 p. 100 de l'écart de la satisfaction d'ensemble à l'égard du logement. Par contraste, Knox et MacLaren (1978) ont généralement observé, dans une étude de Dundee (Écosse), des corrélations positives et statistiquement significatives (quoique dans certains cas pas particulièrement fortes) entre les scores objectifs et subjectifs, tant pour les individus que pour les types de quartiers. Cependant, il y avait certaines contradictions pour les corrélations entre les types de quartiers pour chaque domaine. Tandis que dans les quartiers peuplés principalement d'aînés, les scores subjectifs établis d'après les mesures objectives dépassaient de loin les attentes, ils étaient plus bas que prévu dans les secteurs occupés par les jeunes familles. Ces écarts montrent la nécessité de réaliser des études soigneusement construites, par groupes sociaux et(ou) types de quartiers. C'est l'une des rares études où la même enquête a produit des indicateurs objectifs et subjectifs. Ainsi, on a recueilli des renseignements sur l'état objectif de la santé de l'enquêté (p. ex., maladies invalidantes au cours de 6 derniers mois, visites à un omnipraticien pour cause de maladie au cours des

6 derniers mois) et sur la satisfaction de l'enquêté à l'égard de sa santé (échelle à auto-ancrage de 0 à 10).

Compte tenu de la faiblesse des associations entre les indicateurs objectifs et subjectifs, et constatant les forces et les faiblesses de chaque approche, la plupart des chercheurs ont proposé l'utilisation des deux ensembles d'indicateurs (p. ex., Greer-Wootten et Velidis, 1983; Cutter, 1985; Long, 1987; Myers, 1987). Il leur arrive, cependant, d'assortir leurs suggestions de certaines réserves. Par exemple, Knox et MacLaran (1978) concluaient que «... aux fins de décrire ou d'évaluer généralement les disparités écologiques du mieux-être, il n'y a pas de meilleure mesure de substitution que les données «concrètes» classiques. Cela dit, cependant, il est clair qu'une prise en compte, même grossière, des valeurs et des perceptions peut améliorer considérablement notre connaissance de la nature et de l'étendue de ces disparités.» Il y a désaccord également sur l'échelle spatiale à laquelle les indicateurs subjectifs sont la plus appropriée. Pacione (1986) affirme que, bien qu'ils soient importants, c'est à un groupe ciblé au niveau spatial local qu'il est le plus réaliste d'appliquer les indicateurs subjectifs, alors que Cutter (1985) soutient que «... la qualité de vie est un concept plus vaste et qu'il trouve son application la plus appropriée au niveau intervilles, ou à une échelle plus étendue.»

3.6 La pertinence des modèles statistiques

La plupart des essais de modélisation de la QV par l'analyse de régression ont donné des résultats décevants. Cela reste vrai, peu

importe qu'il s'agisse de prédire la variation de la satisfaction d'ensemble à l'égard de la vie en utilisant la satisfaction à l'égard de domaines individuels (p. ex., loisirs, santé, éducation) comme variables indépendantes ou de prédire les variations des indicateurs subjectifs à l'aide de mesures objectives comme variables prédictives. Cela vaut aussi pour les analyses des individus et des endroits (p. ex., villes et secteurs de recensement).

On peut soulever plusieurs questions, toutes liées aux raisons pour lesquelles les modèles n'ont pas donné de résultats très encourageants. Est-ce parce qu'il manque des variables? Ou les variables qui sont disponibles mesurent-elles des choses différentes? Ou encore les données ne sont-elles pas suffisantes pour faire un essai complet des modèles? Le problème concerne-t-il la spécification des modèles? Par exemple, on a peut-être tort de supposer une relation linéaire entre les variables. Une relation non linéaire plus complexe serait peut-être plus indiquée. Il n'y a pas de réponses claires à ces questions, mais, compte tenu de la faiblesse des constatations, il ne semblerait pas être très utile de poursuivre l'approche formelle des modèles de régression dans les études de QV. Ce sont là des questions complexes concernant les idiosyncrasies des perceptions et des comportements individuels. Il y a tout simplement trop de «bruit» et probablement trop de variables intervenantes pour justifier l'élaboration d'un modèle de prédiction par l'analyse de régression.

3.7 Additivité/normalisation

Plusieurs questions de méthodologie ont été soulevées dans les écrits, particulièrement en ce qui concerne les indicateurs objectifs. Un ensemble de questions a trait à l'opportunité d'élaborer des indices synthétiques. Par exemple, est-il approprié de faire la somme de mesures pour produire un indice de QV globale? Sinon, les variables des domaines individuels peuvent-elles être regroupées pour former une série d'indices? Ou faut-il traiter les variables individuellement dans la communication des résultats? Dans certaines études (p. ex., Dickinson, Gray et Smith, 1971), on a fait une sommation des scores pour chaque critère dans un même domaine pour obtenir un score synthétique pour chaque domaine, après quoi on a fait la sommation des scores synthétiques pour obtenir un score de QV globale. Le problème que pose cette façon de procéder est double. Tout d'abord, la justification théorique des domaines risque d'être faible et, en second lieu, certaines variables peuvent être statistiquement indépendantes des autres, alors que d'autres présentent une forte corrélation, au point d'être redondantes. Une façon de traiter de ce problème consiste à faire une analyse factorielle des données afin d'obtenir des dimensions relativement indépendantes de la QV. Cela règle un problème de méthodologie, mais les résultats d'une analyse factorielle sont souvent difficiles à comprendre pour le non-initié. Cela soulève la grande question de l'arbitrage à faire entre la complexité de la technique et la facilité d'interprétation.

Un deuxième ensemble de questions concerne la nécessité de normaliser les données à l'aide de scores types (scores z) ou d'une

autre technique de normalisation (y compris l'analyse factorielle) et l'utilité de la pondération des variables. La normalisation est nécessaire si les mesures fondées sur différentes échelles (p. ex., le revenu moyen et le pourcentage de familles monoparentales) entrent dans la même analyse et sont regroupées en indice synthétique. Malgré le problème conceptuel que posent les mesures de différence, des auteurs comme Bederman (1974) ont observé peu de différence, de façon empirique, dans les résultats en utilisant différentes mesures de normalisation. Sur une autre question de méthodologie, il ne semble pas opportun de pondérer les variables selon leur importance perçue, à moins d'avoir des raisons de le faire. Chose intéressante, Findlay, Morris et Rogerson (1988) ont utilisé les résultats d'une enquête nationale par questionnaire pour attribuer des pondérations à chaque dimension objective de la QV dans les villes britanniques et observé peu de différence dans les listes classées des villes avec et sans pondérations.

3.8 Échelle spatiale

Des études de la qualité de vie ont été effectuées à diverses échelles spatiales allant du niveau national au niveau intra-urbain. Pour les analyses urbaines et régionales, il est manifeste que l'échelle nationale est contre-indiquée et il est peu vraisemblable que les constatations au niveau national soient très pertinentes aux niveaux des villes ou des localités. Dans un pays aussi varié que le Canada, la QV n'échappe pas à l'influence des différences régionales. Effectivement, l'Urban Canada Study réalisée par Angus Reid en 1991 a

fait ressortir des différences considérables de la QV entre les huit villes observées. Le problème fondamental est que les différences au niveau local sont noyées dans la moyenne pour la ville, et que les différences entre les villes sont encore moins visibles dans la moyenne nationale. Vu qu'il y a toujours moyen d'agréger les données au niveau du secteur de recensement pour des secteurs plus considérables, y compris les villes, il semble raisonnable de collecter les données sur la QV au plus bas niveau spatial possible. Le problème, c'est que de nombreux indicateurs objectifs pertinents ne sont pas disponibles au niveau des secteurs de recensement. Par exemple, une grande ville n'a peut-être que quelques endroits pour le contrôle de la qualité de l'air. Dans le cas d'autres domaines, comme la criminalité et la santé, les données sont peut-être réunies en fonction d'occurrences individuelles, mais pas agrégées au niveau du secteur de recensement. Sans système complexe d'information géographique, cette tâche coûte cher et prend du temps.

Il est aussi difficile de recueillir des données au niveau intra-urbain à moins que l'enquête ne soit ciblée sur un groupe précis dans un secteur particulier de la ville. Même s'ils peuvent être assez grands, les échantillons de la plupart des enquêtes nationales ou métropolitaines se prêtent mal à la désagrégation en deçà du niveau métropolitain. Par exemple, l'Urban Canada Survey d'Angus Reid était fondée sur un échantillon de 500 résidents de chacune de huit villes. Il est possible de ramener cette enquête au niveau des grands secteurs de la ville comme le centre-ville, la vieille banlieue et la nouvelle banlieue, mais pas jusqu'au niveau du secteur de recensement. Dans les grandes régions métropolitaines comme Toronto et Montréal, cela

donnerait moins de 10 enquêtés, en moyenne, par secteur de recensement. Une façon de régler ce problème, comme l'illustrent Hardwick, Torchinsky et Fallick (1991) pour Vancouver, consiste à se donner un plan de sondage à stratification spatiale qui permet de désagréger les résultats par grand secteur au sein de la ville ou d'élaborer des cartes isoplèthes pour montrer la tendance des réponses à travers la ville. La taille de l'échantillon, toutefois, pour l'étude de Vancouver dépassait les 1 000 enquêtés, soit deux fois la taille de la composante de Vancouver de l'enquête Angus Reid.

Une dernière question a trait à l'importance de la collecte des données pour les municipalités individuelles dans les grandes régions métropolitaines. Cela a son importance, parce que la zone d'attraction d'une installation de premier ordre comme un théâtre ou un stade de base-ball des ligues majeures est beaucoup plus grande que celle d'une bibliothèque locale. La connaissance de l'existence ou de la capacité d'un théâtre ou d'un stade de base-ball est probablement le plus pertinente au niveau métropolitain. Par ailleurs, il risque d'y avoir des différences considérables entre les municipalités pour ce qui est de la prestation de services comme les programmes scolaires, les soins de santé communautaire, et le logement. Dans la plupart des cas, les différences de niveau intramétropolitain sont importantes, et, par conséquent, les études dans la tradition du «classement des endroits» masquent une grande part de l'écart prononcé à l'intérieur de villes.

3.9 Fréquence d'observation

Dans la plupart des cas, les études de la QV ont eu lieu à un moment donné dans le temps et n'ont pas eu d'autre suivi. Une exception notable est l'enquête d'Hardwick, Torchinsky et Fallick (1991) sur les questions et les attitudes dans la région métropolitaine de Vancouver, qui a utilisé un questionnaire et une méthodologie comparables à ceux d'une enquête semblable menée en 1973. La plupart des municipalités recommandent une révision de leur plan directeur tous les cinq ans. Les récents exercices de planification comme le Cityplan '91 de Toronto et la révision du plan de la Communauté urbaine de Toronto proposent trois à cinq ans. Hancock (1992) propose un rapport sur l'«état de la cité» coïncidant avec les élections municipales. L'essentiel, comme le signale Myers (1987), c'est de considérer la QV comme une expérience locale qui change au fil du temps. En effet, un des problèmes que posent les enquêtes sur les questions communautaires, c'est que «... l'opinion publique en général et les sujets sur lesquels elle s'exprime risquent de changer, de changer rapidement, avec le temps» (Patterson, 1992).

4. Les modèles

Les deux modèles décrits ci-après sont inspirés par les écrits dont nous avons fait la recension dans la section précédente et par les questions qui ont été soulevées et débattues. Le premier modèle, Cadre conceptuel de la qualité de vie, s'appuie sur la recherche effectuée au cours des deux dernières décennies sur les indicateurs objectifs et

subjectifs. Le second, Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité, est fondé sur le contexte changeant pour les études de la QV qui ont eu lieu dans les années 1980 et sur l'accroissement de l'accent mis sur l'approche holistique de l'urbanisme. L'assiette élargie du modèle puise à certaines idées relevées dans le document de travail de 1991 du Service de planification de la Communauté urbaine de Toronto, Towards a Liveable Metropolis. On trouve des idées semblables dans le rapport de 1992 provenant du Bureau de la région du grand Toronto, La RGT en l'an 2021 : les défis à relever.

4.1 Cadre conceptuel de la qualité de vie

La figure 1, Cadre conceptuel de la qualité de vie, est un modèle intégré des grandes composantes qui permettent de comprendre la qualité globale de vie. Le modèle commence à la gauche de la page par le contexte économique, politique et social dans lequel se prennent les décisions sur les priorités dans la municipalité et dans lequel les ressources municipales sont attribuées. Les dépenses municipales pour le nettoyage de l'environnement, les services sociaux, l'éducation, la police et une foule d'autres installations et services dépendent, entre autres choses, des ressources financières de la collectivité, de l'attente de croissance ou de compression de l'assiette fiscale, des

Objectifs

Subjectifs

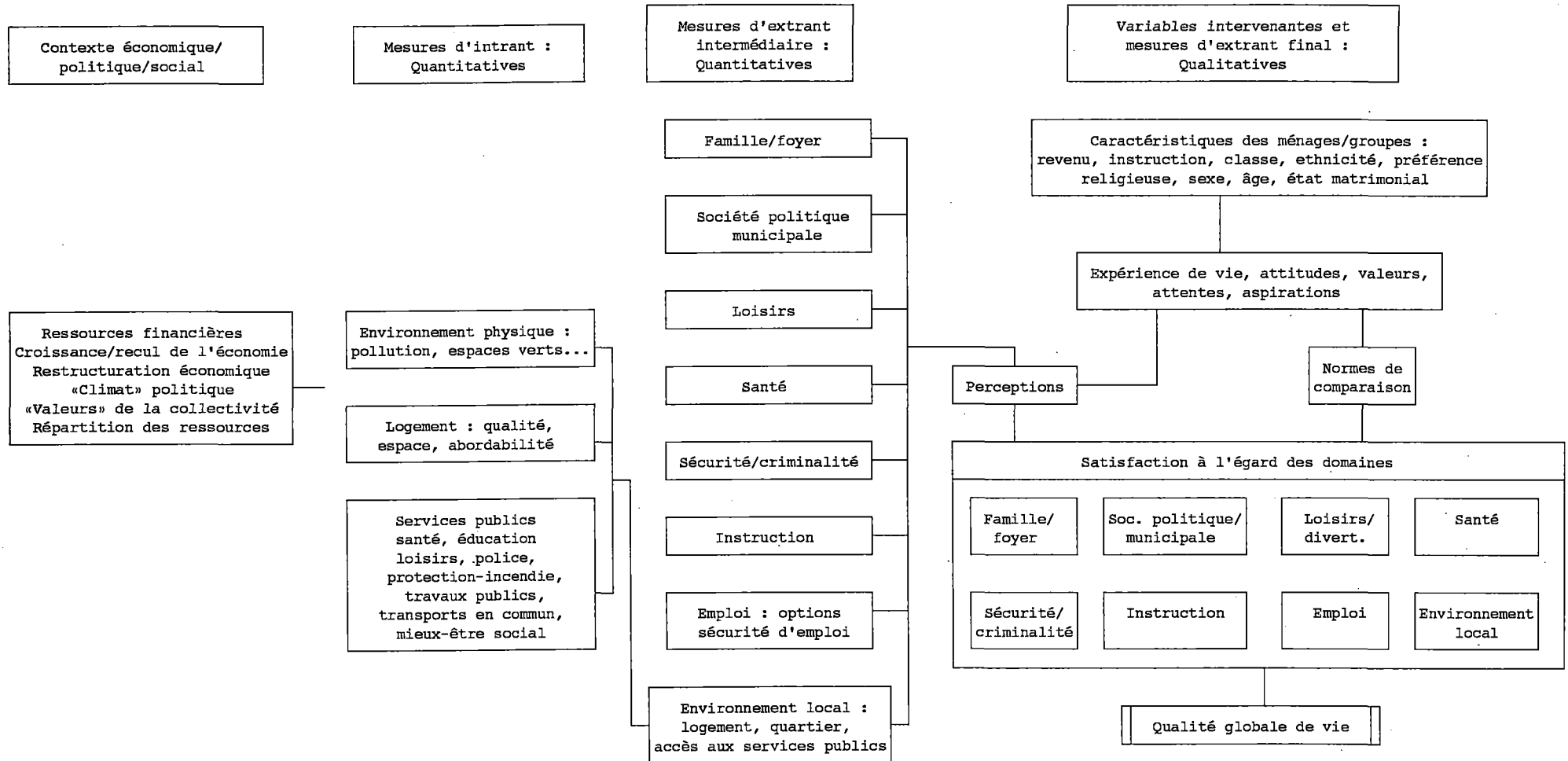


Figure 1

Cadre conceptuel de la qualité de vie

vues des élus et des valeurs de la collectivité. L'inclusion de cette case fait ressortir le point avancé par Myers (1987), soit que la QV est une expérience locale et que les facteurs qui risquent d'infléchir la répartition des ressources, et en bout de ligne la QV, ont un fondement local. Conceptuellement, c'est un point de départ utile. La preuve empirique, toutefois, concernant le lien entre les répartitions des ressources locales et le contexte économique, politique et social n'est pas concluante (Pinch, 1985).

Les deux sections suivantes du modèle traitent des mesures d'intrant et des mesures d'extrant intermédiaire, respectivement (Carley, 1981). Les deux types de mesures sont quantitatives et objectives. Les mesures d'intrant sont des caractéristiques objectives de l'environnement ou des installations au niveau local qui sont disponibles dans la municipalité. On peut citer, à titre d'exemple, le taux d'inoccupation des logements locatifs, le nombre de médecins par habitant, et le nombre d'agents de police par habitant. Les mesures d'extrant intermédiaire reflètent l'issue ou les résultats des caractéristiques ou installations disponibles. Par exemple, les différences du ratio du loyer sur le revenu peuvent être la conséquence de variations du taux d'inoccupation, un faible taux d'inoccupation donnant un ratio plus élevé du loyer par rapport au revenu. De même, l'espérance de vie peut refléter le nombre de médecins par habitant, alors que les variations du taux de criminalité peuvent refléter le nombre d'agents de police. Huit grandes mesures d'extrant intermédiaire sont énumérées : elles correspondent à la plupart des grands domaines tirés des écrits sur la QV. Pour chaque grand domaine, il peut y avoir une vaste gamme de mesures d'intrant. Nous ne présentons qu'une

sélection des mesures qui ont trait à la qualité de l'environnement local. Encore une fois, il faut souligner qu'il s'agit d'un modèle conceptuel. Les écrits recensés ne présentent pas de bonnes preuves empiriques d'un lien vigoureux entre les mesures d'intrant et les mesures d'extrant intermédiaire.

La dernière section du modèle traite des variables intervenantes et des mesures d'extrant final. Ces dernières sont qualitatives. Les idées pour cette section du modèle s'inspirent dans une large mesure des travaux de Campbell, Converse et Rogers (1976) et du «Quality of Life Project» réalisé par l'Institute for Behavioral Research (maintenant l'Institute for Social Research) de l'Université York. Les grands domaines présentés au bas de cette section du graphique sont délibérément désignés par les huit mêmes rubriques que l'on trouve également sous les mesures d'extrant intermédiaire. On suppose que la satisfaction à l'égard de domaines individuels comme la santé, l'instruction et l'environnement local est tributaire d'un certain nombre de facteurs directs et indirects. Les premiers sont diverses caractéristiques des ménages et des groupes, dont le revenu, l'instruction, le sexe, l'âge, l'état matrimonial et l'origine ethnique (Inglehart, 1990). L'effet de ces caractéristiques sur la satisfaction à l'égard des domaines est par ailleurs modifié par des caractéristiques plus personnelles comme l'expérience de vie, les attitudes, les valeurs, les attentes et les aspirations. La satisfaction à l'égard des domaines subit aussi l'influence des normes de comparaison. En termes simples, il s'agit d'une comparaison de ce qu'on a avec ce qu'on veut. Enfin, il y a une relation hypothétique entre la satisfaction à l'égard des domaines et les perceptions des

domaines, particulièrement des mesures d'extrant intermédiaire comme la qualité du logement et l'accès aux services publics et la sécurité d'emploi. Comme pour les normes de comparaison, ces perceptions peuvent subir l'influence des caractéristiques des ménages/groupes et de caractéristiques plus personnelles comme l'expérience de vie et les attitudes.

On suppose que la qualité globale de vie, telle qu'elle apparaît en bas et à droite de la figure 1, est la résultante de toutes ces composantes, objectives et subjectives. Comme l'indique Schwab (1992:184), : «La qualité de vie correspond à l'écart entre la situation telle qu'elle devrait être et la situation telle qu'elle est. - soit l'écart entre l'objectif et l'évaluation. La qualité de vie se définit donc comme étant la mesure des conditions du lieu, l'influence que ces conditions exercent sur les individus et l'évaluation qu'ils en font, ainsi que l'intérêt relatif de chacune de ces conditions pour les individus. Dans cette optique, la qualité de vie requiert outre l'analyse des conditions objectives, des évaluations subjectives de ces conditions d'un lieu à un autre et à l'intérieur de chaque lieu.»

Le modèle est complexe et les données requises volumineuses. La nécessité d'obtenir par enquête au moyen de questionnaires tous les renseignements pour la section intitulée «Variables intervenantes et mesures d'extrant final» est particulièrement problématique. Pour la plupart des municipalités, cela serait une entreprise très coûteuse et on s'inquiète vivement de l'utilité des résultats pour la formulation de plans, l'évaluation de politiques et les activités connexes au niveau municipal. Le besoin éventuel de données très détaillées par

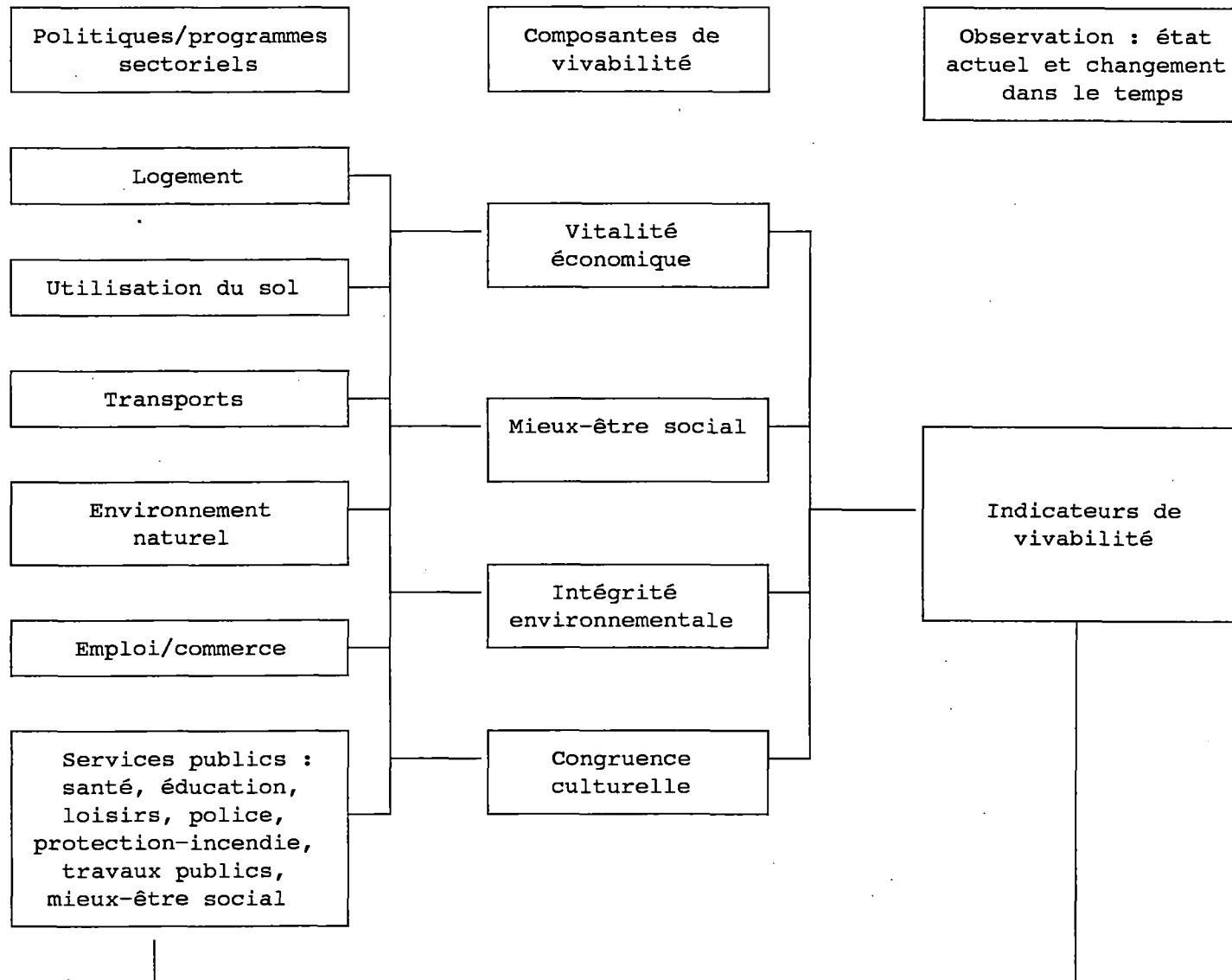


Figure 2
 Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité

groupes sociaux et/ou quartiers et la nécessité de répéter ces études à intervalles réguliers ajouteraient aussi considérablement au coût.

4.2 Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité

Le modèle présenté à la figure 2 se rattache plus directement aux questions de politique qui sont importantes au niveau municipal et il est pertinent pour les questions contemporaines. C'est le modèle que nous préférons et celui que nous recommandons à la SCHL. Comme nous l'avons déjà dit, ce modèle reprend des idées inspirées du développement durable et de nouvelles perspectives en matière de santé. Il reflète une approche plus holistique et plus multisectorielle de l'évaluation des questions de QV au niveau local.

La structure de base du modèle s'inspire du document de travail du Service d'urbanisme de la Communauté urbaine de Toronto, Towards a Liveable Metropolis. L'objectif de ce document était de «... proposer pour le nouveau plan directeur métropolitain un cadre reflétant les valeurs et les aspirations des citoyens du Toronto métropolitain pour une métropole vivable... Le rapport s'inspire des cadres conceptuels du «développement environnementalement durable», des «communautés en santé», et de l'«approche des écosystèmes» pour définir les principes de planification d'une métropole vivable. Il propose une approche de la planification qui suppose que les incidences et les résultats socio-économiques et environnementaux sont fondamentalement reliés.»

La métropole vivable est définie par trois composantes interreliées : la vitalité économique, le mieux-être social et l'intégrité environnementale. L'intégrité environnementale fait

référence aux pratiques qui assurent la durabilité à long terme de la pureté de l'air, du sol et de l'eau, ainsi que d'une variété d'espèces et de leur habitat. Par vitalité économique, on entend une vaste économie s'adaptant à l'évolution des circonstances, capable d'attirer de nouveaux investissements et procurant des possibilités d'emploi et de placement. Le mieux-être social comprend deux éléments : 1) la sécurité et la santé ainsi que l'égalité d'accès au logement, aux services et aux activités culturelles et de loisirs; 2) la participation au processus décisionnel de la collectivité (service de planification de l'agglomération urbaine de Toronto, 1991:14). Aucune de ces composantes ne doit prendre le pas sur les autres (p. ex., la croissance économique qui entraîne une dégradation de l'environnement et représente des risques pour la santé des humains). Il est proposé d'élaborer des indicateurs «sectoriels» capables de mesurer l'incidence de divers secteurs comme le logement, l'emploi et le commerce, et l'infrastructure physique sur les grandes composantes de la vivabilité (intégrité environnementale, mieux-être social et vitalité économique). Nous proposons quatre grands principes pour orienter le processus de décision : l'équité, la durabilité, la responsabilité partagée, et le choix et la diversité. Malgré l'absence de détails sur les indicateurs précis et les mesures de ces indicateurs, Towards a Liveable Metropolis constitue un cadre séduisant pour l'intégration dans un même concept des idées récentes sur le développement économique, les villes en santé et l'approche des écosystèmes. C'est un point de départ utile pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité.

La colonne de gauche de la figure 2, intitulée «Politiques/programmes sectoriels», énumère la plupart des secteurs dont les administrations municipales assument une certaine responsabilité. La plupart des grands centres ont vraisemblablement des services ou des commissions distincts chargés de ces questions, mais dans les petites municipalités les cinq premières (logement, utilisation du sol, transports, environnement naturel et emploi/commerce) risquent plus d'être regroupées dans un même service d'urbanisme.

Dans l'élaboration de la liste, nous avons tenté de refléter la réalité de l'administration municipale selon sa structure actuelle. Hancock (1992) fait observer, de façon intéressante et provocante, que l'organisation actuelle des administrations municipales en services comme l'urbanisme, la santé, les parcs et la police ne correspond pas aux défis qui s'offrent à nos villes d'aujourd'hui. Il envisage plutôt des groupes multidisciplinaires, chargés de questions comme la justice sociale, la qualité de l'environnement, le développement humain, l'économie d'énergie et de ressources, et la mobilité/l'accessibilité. Malgré l'attrait que cette idée peut présenter pour certains observateurs, il est peu probable que les administrations municipales se réorganisent en ce sens avant longtemps.

Le deuxième grand titre, «Composantes de vivabilité», indique les grandes dimensions selon lesquelles il faut évaluer chaque politique ou programme sectoriel. Les trois premières (vitalité économique, mieux-être social, et intégrité environnementale) sont tirées de Towards a Liveable Metropolis. La quatrième composante, la congruence culturelle, a été ajoutée pour fins d'exhaustivité théorique. La congruence culturelle est la mesure dans laquelle les choses correspondent aux

normes et aux attentes de la société. Celles-ci peuvent être exprimées sous forme de normes que les gouvernements établissent souvent en réponse à des besoins de la société. On en trouve notamment des exemples dans les domaines du bien-être social, de la santé publique, de la protection environnementale et du logement. En matière d'habitation, elles concernent souvent les normes techniques comme le surpeuplement, la surface de plancher et la lumière naturelle. Par exemple, la SCHL (1991b) a développé le concept des «besoins impérieux de logement» pour repérer les ménages «incapables de payer un logement du marché, non subventionné, qui soit conforme aux normes de qualité et de taille convenables sans y consacrer 30 p. 100 ou plus de leur revenu». Plus les besoins impérieux sont faibles, plus la congruence culturelle est élevée. La composante de congruence culturelle est incluse dans le modèle mais pas dans l'analyse des indicateurs, à cause des difficultés que posent la définition de la composante et la découverte de mesures appropriées, particulièrement au niveau municipal.

Le troisième segment du modèle comporte la détermination d'indicateurs et de mesures spécifiques des composantes de vivabilité pour chaque politique et programme sectoriel. Les détails pour les secteurs individuels sont présentés dans la section suivante du rapport. Les programmes et politiques sectoriels ne sont pas tous reliés à toutes les composantes. Le logement, par exemple, est manifestement relié à toutes les composantes, alors que les divers services publics se rattachent essentiellement au mieux-être social et seulement indirectement à la vitalité économique et à l'intégrité environnementale. De même, l'environnement naturel se rattache

essentiellement à l'intégrité environnementale plutôt qu'à la vitalité économique et au mieux-être social.

La flèche de retour au segment Politiques/programmes sectoriels du modèle rappelle qu'il ne faut pas seulement repérer les composantes de vivabilité pour les divers secteurs pour un point donné dans le temps, mais aussi les suivre dans le temps. L'observation doit se faire à intervalles réguliers et chaque fois qu'il est question de modifier les politiques et programmes sectoriels.

Le modèle ne comprend pas d'indicateurs subjectifs de la vitalité économique, du mieux-être social ou de l'intégrité environnementale. Son utilité en est limitée à deux égards. D'abord, les planificateurs et les décideurs qui ne disposent pas d'information sur les questions que les citoyens jugent prioritaires dans leur collectivité, lanceront peut-être des programmes qui ne répondent pas pleinement aux besoins locaux. Ensuite, une surveillance qui ne prend pas en compte des évaluations subjectives des conditions et/ou des changements ne sera pas aussi pertinente que des évaluations qui comportent un élément perceptuel ou de comportement.

Même si l'on peut résoudre ces problèmes en adoptant une méthode semblable à la méthode des tendances communautaires (1987:1988) de Myer, la plupart des municipalités ne seront pas en mesure d'y consacrer le temps et les fonds requis. Pour modifier le modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité, il faudrait réunir les représentants locaux de nombreux groupes d'intérêt pour définir les domaines et les indicateurs qui s'y rattachent; regrouper et traiter les mesures objectives requises; enquêter auprès de la collectivité pour connaître les évaluations et le degré de satisfaction

des membres; et diffuser des rapports de données sur les tendances pour susciter la discussion et la réaction des membres de la collectivité.

5. Indicateurs

Les indicateurs et mesures spécifiques d'opérationnalisation du modèle communautaire de l'environnement habité sont présentés dans une série de tableaux (tableaux 1 à 10). Les renseignements pour chaque secteur (logement, utilisation du sol, transports, etc.) font l'objet d'un tableau distinct. Les détails pour le logement, le premier grand secteur de la figure 2, sont présentés à la fois visuellement (figure 3) et sous forme de tableau (tableau 1). Pour les autres secteurs, les détails sont présentés sous forme de tableau seulement. La liste des indicateurs dans l'annexe présente les renseignements détaillés sur les mesures spécifiques pour chaque secteur. Dans chaque secteur, la source des données, le niveau géographique et la fréquence de chaque mesure sont indiqués.

On a établi les indicateurs et les mesures spécifiques pour l'opérationnalisation du modèle communautaire de l'environnement habité en tenant compte de plusieurs considérations et par la consultation de diverses sources. En premier lieu, nous avons énuméré par domaine tous les indicateurs utilisés dans les grandes études recensées, ce qui a donné près de 400 mesures distinctes. En second lieu, nous avons complété la liste par les indicateurs et les mesures suggérées au cours de discussions en groupes avec des universitaires versés dans les grands domaines. En troisième lieu, nous avons épuré ces indicateurs pour éviter la répétition et pour maximiser l'adéquation conceptuelle

avec le modèle. En quatrième lieu, nous avons examiné la disponibilité des indicateurs.

D'après les exemples suivants, on se rend compte que le processus de sélection a été freiné par des considérations d'accessibilité aux données. En ce qui concerne l'environnement naturel, le nombre de voies navigables protégées par des secteurs de préservation ou le pourcentage de terrains inondables non exploités seraient d'utiles mesures de conservation. Malheureusement, on ne peut obtenir présentement ces

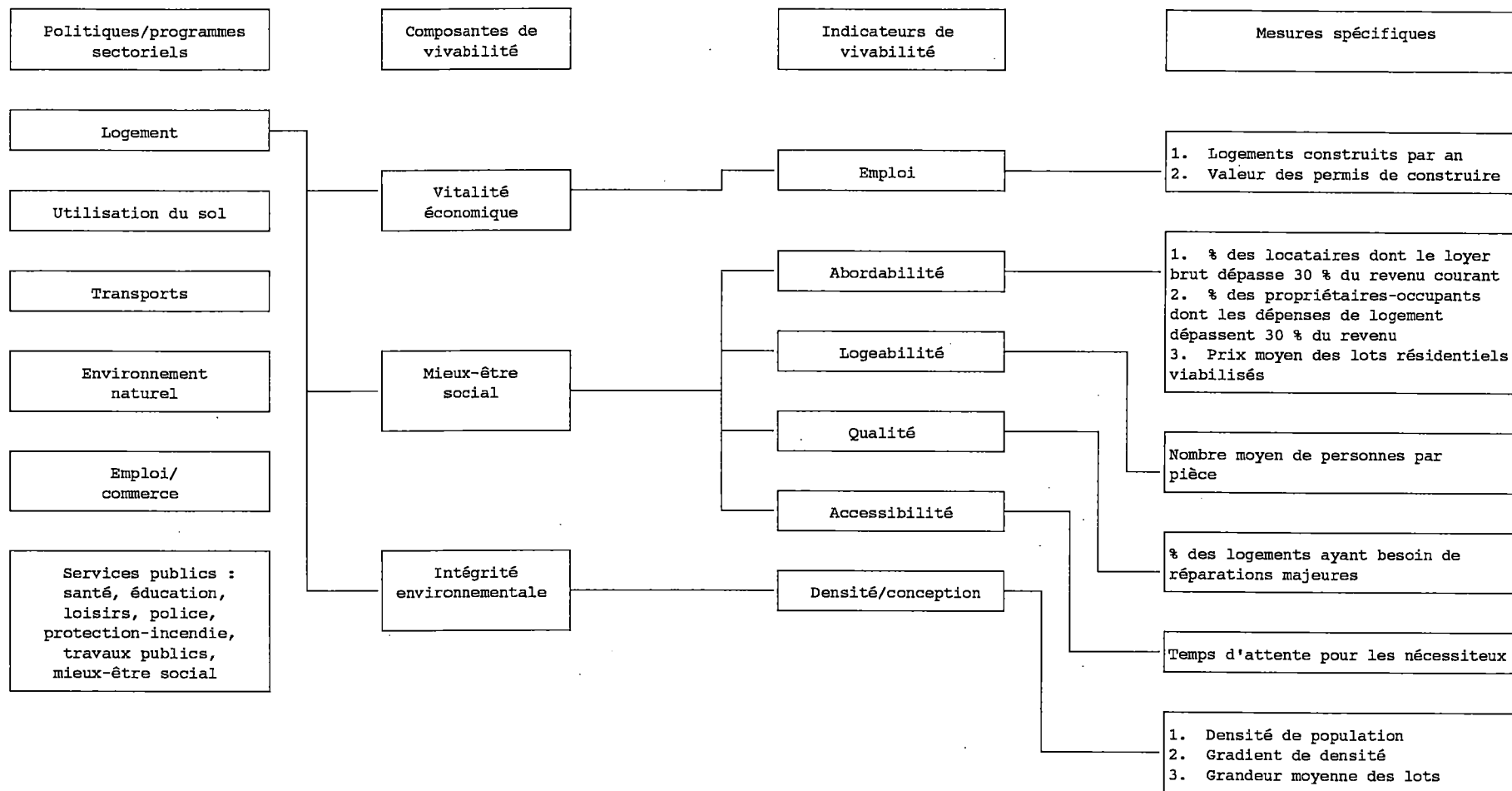


Figure 3

Indicateurs et mesures spécifiques de vivabilité : Logement

données que par des calculs poussés établis d'après des cartes géographiques. Ces mesures ont été exclues car les municipalités n'auraient vraisemblablement pas les ressources nécessaires pour recueillir l'information. En matière d'habitation, l'indice des besoins impérieux est une mesure perfectionnée qui réunit l'abordabilité, la taille et la qualité du logement. Cet indice serait préférable à des mesures individuelles de chaque indicateur. Cependant, on ne dispose actuellement que de données provinciales pour y donner suite. Par conséquent, nous avons dû choisir d'autres mesures d'abordabilité. Les données chronologiques ne sont peut-être pas disponibles. Des mesures reliées au transport comme le pourcentage de personnes qui travaillent en dehors de leur district constituent des variables contextuelles importantes pour interpréter l'utilisation qui est faite des transports publics. Cependant, comme ces données contextuelles ne sont pas recueillies régulièrement, elles ont été exclues.

Puisque les mesures qui ne sont pas connues au niveau municipal ont été écartées, le modèle est pratique et les municipalités peuvent l'utiliser. Cependant, son utilité a un coût. Les mesures particulières qui ont été choisies peuvent être faites de représentations relativement peu élaborées des principaux indicateurs.

Même si les composantes de vivabilité et les indicateurs pertinents à chaque domaine sont exhaustifs, les mesures ne sont en aucun cas définitives. Celles qui sont énumérées dans l'annexe sont très sélectives et d'autres mesures sont possibles. Les municipalités pourraient bien se rendre compte que d'autres mesures plus pertinentes à leur conjoncture locale s'adaptent mieux aux indicateurs du modèle.

Pour l'essentiel, les détails des tableaux 1 à 10 et de l'annexe se passent d'explications. Cependant, nous donnons quelques principes généraux pour l'interprétation des tableaux et de l'annexe et présentons une brève analyse pour chaque secteur. Dans les tableaux, les détails pour chaque secteur sont décrits sous trois rubriques : composantes de vivabilité, indicateurs de vivabilité et mesures spécifiques. Comme l'indique la section précédente, les composantes de vivabilité (vitalité économique, mieux-être social, intégrité environnementale) indiquent les grandes dimensions selon lesquelles il faut évaluer chaque secteur. Les indicateurs de vivabilité sont des construits plus spécifiques reliés à chaque composante et les mesures spécifiques sont les variables recommandées pour le repérage de chaque indicateur de vivabilité. Les détails pour chaque secteur sont présentés ci-après.

5.1 Logement

Comme on le voit à la figure 3 et au tableau 1, le premier indicateur de la vitalité économique est l'emploi. Le logement a toujours été un important producteur d'emplois, tant directement dans l'industrie de la construction qu'indirectement dans diverses autres industries manufacturières (p. ex., meubles, appareils) et de services (p. ex., immobilier, services juridiques, finances). Nous avons choisi deux variables pour mesurer cet indicateur : les logements construits par an et la valeur des permis de construire. Le premier est une mesure de la construction neuve, alors que le second saisit la valeur de toute la construction, y compris les ajouts et les rénovations.

La composante du mieux-être social est représentée par quatre indicateurs : l'abordabilité, la logeabilité, la qualité et l'accessibilité. Les trois premiers indicateurs ont traditionnellement servi à déterminer le besoin de logement au Canada (SCHL, 1991b). Le quatrième, l'accessibilité, a trait à la disponibilité du logement pour le groupe de revenu le plus faible dans la société. Les mesures proposées sont un compromis entre celles traditionnellement utilisées au Canada et la disponibilité de données au niveau municipal. Comme nous l'avons vu plus haut, le besoin impérieux est une mesure plus complexe combinant en un même indice l'abordabilité, la logeabilité et la qualité. Cependant, jusqu'à tout récemment, les données requises pour appliquer l'indice des besoins impérieux n'étaient disponibles qu'au niveau provincial. Une enquête plus poussée de 1991 permettra d'étendre l'analyse aux plus grandes villes du Canada.

Enfin, dans le secteur du logement, l'intégrité environnementale était déterminée par les indicateurs de densité et de conception. Ces indicateurs ont trait au souci de la SCHL et d'autres intervenants au sujet de l'inefficacité et des considérations environnementales liées à l'aménagement résidentiel de faible densité. Il est difficile d'obtenir des mesures spécifiques au niveau local. La densité démographique, le gradient de densité et la grandeur moyenne des lots sont trois possibilités. Idéalement, les mesures de densité porteraient sur les densités résidentielles nettes plutôt que sur les densités brutes. Les densités nettes, cependant, exigent une mesure d'utilisation du sol résidentiel pour les secteurs de planification ou les secteurs de recensement au sein de la ville, renseignements qui ne sont pas toujours facilement disponibles dans les bureaux municipaux. La

grandeur moyenne des lots serait la mesure la plus utile pour les nouveaux lotissements résidentiels et serait comparée avec la dimension moyenne des lots approuvés à d'autres moments.

5.2 Utilisation du sol

Le tableau 2 présente les détails pour le secteur de l'utilisation du sol. Les indicateurs de la composante «utilisation du sol» de la vitalité économique comprennent également la disponibilité et l'abordabilité. Les mesures liées à la disponibilité reflètent le fait que les entreprises commerciales et industrielles et les promoteurs s'intéressent particulièrement à la quantité de terrains viabilisés vacants disponibles pour l'aménagement. Dans une perspective économique, tous les promoteurs s'intéressent au temps moyen d'approbation des permis de construire. Les mesures d'abordabilité ont particulièrement trait au coût des terrains viabilisés. Elles comprennent le coût moyen des lots viabilisés et le droit moyen d'aménagement foncier. La plupart de ces renseignements devraient pouvoir s'obtenir au niveau local dans les bureaux municipaux ou auprès des chambres d'immeuble locales.

La composante «mieux-être social» de l'utilisation du sol est déterminée par la proximité, la disponibilité et la variété. L'indice de proximité est fondée sur les mesures concernant la distance par rapport aux parcs ou aux espaces verts et sur le pourcentage des ménages habitant à moins de 1 km d'un terrain de jeu, d'une école primaire et des services locaux. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une norme tirée des textes sur la planification de l'utilisation du sol (p. ex., Leung, 1989). La disponibilité est déterminée par le nombre et

la superficie des parcs et des espaces de loisirs par 1 000 habitants. Le concept de variété puise largement aux idées d'abord popularisées par Jane Jacobs dans sa critique bien connue de la planification classique de l'utilisation du sol (1961). Les mesures de cet indicateur pourraient être : la longueur moyenne des îlots de maisons, un indice de la combinaison des utilisations du sol, et la combinaison des âges des logements dans une collectivité locale. L'application, faite par Fowler (1992) des concepts de diversité physique de Jane Jacobs à un échantillon de quartiers de Toronto donne certaines idées pour l'opérationnalisation de ces mesures.

La composante «intégrité environnementale» de l'utilisation du sol est indiquée par la densité. Il s'agit d'une notion générale conçue pour exprimer la compacité relative d'une région urbaine. À ce titre, elle est complémentaire de la composante de densité/conception du logement, mais, dans ce cas, la mesure proposée est le nombre de logements par hectare. Comme la densité démographique, le nombre de logements devrait idéalement être lié à l'utilisation des terrains résidentiels plutôt qu'à la superficie totale d'une collectivité, d'un district de planification ou d'un secteur de recensement. On peut également avancer que l'indice de la combinaison des utilisations du sol est un indicateur pertinent de l'intégrité environnementale tout comme du mieux-être social, en ce sens qu'il permettrait de réduire les migrations journalières et de faire baisser la pollution atmosphérique.

La plupart des mesures d'utilisation du sol s'appuient fortement sur la disponibilité de données au niveau municipal, y compris sur un inventaire à jour des renseignements sur l'utilisation du sol au niveau intra-urbain et sur un bon système d'information géographique. Pour de

nombreuses municipalités, ces renseignements ne sont pas disponibles dans une forme facilement accessible.

5.3 Transports

Dans la plupart des grandes villes, les entreprises sont lourdement tributaires d'un réseau efficace de transport pour déplacer les personnes et les biens rapidement dans les meilleurs temps. La controverse de jadis a porté sur la meilleure façon d'y arriver. Faut-il mettre l'accent surtout sur le transport privé, sur les transports en commun ou sur un équilibre des deux? Comme l'indique le tableau 3, il y a deux mesures possibles pour déterminer la disponibilité des transports en ce qui concerne la vitalité économique : le pourcentage des dépenses publiques consacrées aux transports en commun et les dépenses d'entretien des rues par habitant par an. L'utilisation de ces deux mesures traduit la nécessité de tenir compte de la vitalité des transports en commun et du transport privé.

Dans le contexte du mieux-être social, la disponibilité, l'équité et la sécurité des transports en commun sont importantes, particulièrement pour les groupes à faible revenu. On a proposé plusieurs mesures pour traduire ces concepts en indices. Pour la disponibilité, la distance en temps de déplacement, et le pourcentage du kilométrage couvert par les transports en commun sont proposés. Comme mesure de l'équité, nous recommandons la disponibilité du transport pour les handicapés, que l'on peut présenter comme le groupe le moins mobile dans la ville. Comme mesure de sécurité, il faudrait trouver une variable indiquant le nombre de crimes commis dans les transports en commun.

Les transports ont également des incidences sur l'intégrité environnementale de la ville, particulièrement dans le contexte de la consommation d'énergie et de la pollution. Nous proposons des mesures liées à la disponibilité et à l'utilisation du transport privé et en commun : les immatriculations de véhicules automobiles par 1 000 habitants et le pourcentage de la population utilisant les transports en commun. Nous pensons également à l'utilité d'indicateurs qui préciseraient dans quelle mesure les villes favorisent l'utilisation de modes de transport comme les pistes cyclables existantes. Il importe également de signaler si les réseaux de pistes cyclables sont complètement séparés de la circulation routière ou pas.

5.4 Environnement naturel

Tous les indicateurs concernant l'environnement naturel ont trait à l'intégrité environnementale. Les indicateurs, qui sont présentés au tableau 4, comprennent la disponibilité, la consommation des ressources et l'économie des ressources. La disponibilité concerne la fréquence des polluants dans un centre urbain, comme les matières particulaires, la concentration de NO_2 , SO_2 et CO_2 atmosphériques, et la qualité de l'eau. Ces mesures devraient être disponibles au niveau local ou dans les ministères provinciaux de l'environnement. La consommation des ressources a trait à la production et à la réutilisation des déchets et comprend le nombre de kilogrammes de déchets par personne par an, le volume de déchets urbains produits par les secteurs industriels et le pourcentage des déchets urbains recyclés et commercialisés. L'économie des ressources concerne le traitement du sol d'une ville et pourrait se mesurer par le pourcentage de la superficie du sol gardé dans son état

«naturel». Les données relatives à la réduction et à la réutilisation des déchets sont importantes, mais elles peuvent être plutôt difficiles à obtenir. Cependant, compte tenu de la popularité croissante du recyclage, il devrait être plus facile d'obtenir des données systématiques. De même, les données sur la superficie du sol de la ville qui sont dans un état «naturel» pourraient ne pas être faciles à obtenir, mais elles sont un aspect environnementalement important et souvent oublié de l'utilisation du sol urbain.

5.5 Emploi et commerce

Chose qui n'a pas de quoi surprendre, la plupart des indicateurs concernant l'emploi et le commerce sont liés à la vitalité économique (tableau 5). Ils comprennent la disponibilité du capital, l'emploi, le coût de la vie, le niveau d'activité commerciale, et la variété. Nous proposons trois mesures pour la disponibilité du capital :

l'investissement fédéral-provincial dans les municipalités, la richesse des ménages et la fréquence des faibles revenus. Malheureusement, comme toute mesure du capital, les deux premières sont relativement difficiles à obtenir. Il y a une foule de variables liées à l'emploi. Nous en proposerons cinq ici, soit le taux de chômage, les salaires annuels moyens, le nombre total d'emplois vacants, le pourcentage d'emplois vacants spécialisés, semi-spécialisés et non spécialisés et le pourcentage d'emplois vacants d'employés de bureau, de vendeurs, de cadres et de professionnels. Les taux de chômage et les salaires sont deux variables relativement faciles à obtenir pour les centres urbains. Le problème est un peu plus compliqué, cependant, pour les postes vacants. Le coût de la vie est une variable relativement simple, mais

elle n'est disponible que pour quinze grandes villes canadiennes ainsi que pour Yellowknife et Whitehorse. Les ventes au détail par employé et la variation nette du nombre d'établissements commerciaux sont des mesures utiles du niveau d'activité commerciale, mais elles ne sont disponibles qu'au niveau provincial. Nous proposons plusieurs variables pour la variété de l'activité commerciale : le nombre d'établissements de commerce de détail par habitant, le nombre de grands magasins par habitant, le nombre de mails commerciaux par ville et la diversité de l'emploi dans divers secteurs. Dans une perspective économique et de sécurité d'emploi, la base économique diversifiée apparaît habituellement comme caractéristique positive.

L'emploi et le commerce sont aussi reliés au mieux-être social par deux grands indicateurs : l'équité d'emploi et l'égalité de revenu. Les mesures d'équité d'emploi comprennent les variables liées aux taux d'activité, au nombre d'emplois à plein temps, à la syndicalisation, et aux taux de chômage par âge et par sexe. L'égalité de revenu est résumée par des variables mesurant des différences par sexe de la polarisation des salaires et du revenu entre les professionnels et le reste de la population active.

Malheureusement, les taux simples d'emploi et de chômage sont difficiles à interpréter. Ainsi, il serait utile de pouvoir distinguer entre ceux qui désirent travailler à temps partiel et ceux qui sont forcés de travailler à temps partiel. De même, il serait utile de pouvoir distinguer entre l'emploi à plein temps sûr et précaire. Ce dernier type d'emploi est particulièrement important dans le contexte des changements et des incertitudes qu'amène la restructuration économique. Le problème, bien sûr, c'est qu'il n'existe pas de données

pour ces mesures plus raffinées et qu'il serait extrêmement difficile d'en obtenir sans procéder à des enquêtes approfondies.

5.6 Services publics

5.6.1 Santé

Les deux indicateurs de la santé, soit la disponibilité et l'incidence, se rattachent exclusivement au mieux-être social (tableau 6). Les mesures de disponibilité comprennent les mesures d'intrant comme le nombre de lits d'hôpital et le nombre de médecins par 1 000 habitants. Par contraste, l'indicateur d'incidence comprend les mesures d'intrant comme la mortalité infantile, les taux de mortalité corrigés de l'âge pour les hommes et pour les femmes, le taux de suicide (santé mentale), et les demandes d'indemnités pour accident du travail. Ce sont des données classiques sur la santé qui se rattachent au modèle médical d'articulation étroite de la santé plutôt qu'au modèle socio-économique plus large. Il n'y a pas de preuve directe non plus qu'un nombre donné d'hôpitaux ou de médecins du côté des intrants donnera des niveaux supérieurs de mieux-être ou des niveaux inférieurs de mortalité du côté des extrants.

5.6.2 Éducation

Les quatre grands indicateurs de l'éducation sont aussi reliés exclusivement au mieux-être social (tableau 7). Ils comprennent la

qualité, la disponibilité, la variété et le niveau atteint. Les mesures de qualité comprennent les rapports élèves-maître, les dépenses consacrées à l'éducation et le taux de décrochage au niveau secondaire. Les mesures de disponibilité sont les nombres d'écoles primaires et secondaires et d'établissements d'enseignement postsecondaire. On peut juger si une collectivité prend de l'essor ou décline d'après la capacité de fonctionnement des écoles relevant de petits conseils scolaires. Cependant, dans les conseils scolaires plus importants des agglomérations urbaines, le nombre de classes, le nombre de classes volantes ou le nombre d'élèves inscrits varieront énormément selon l'emplacement et constitueront des mesures moins significatives de la capacité. La variété d'établissements d'enseignement se mesure d'après le nombre de conseils scolaires (publics et séparés) et d'écoles privées. La variété de l'expérience d'enseignement peut se mesurer à l'aide de variables comme le nombre et le genre de services pédagogiques supplémentaires, le pourcentage d'élèves en programme de difficulté d'apprentissage et le pourcentage d'élèves en immersion française. Enfin, le niveau atteint se mesure au pourcentage de la population adulte ayant des niveaux supérieurs d'instruction.

Comme pour la santé, la relation entre les intrants (dépenses, disponibilité et variété des programmes) et les extrants (niveau d'instruction atteint) est incertaine. Une recension d'un grand nombre d'études dans un récent rapport du Conseil économique du Canada (Conseil économique du Canada, 1992) a révélé que, pour l'essentiel, aucune des variables traditionnelles comme le ratio élèves-enseignant, la scolarité de l'enseignant, les dépenses et les installations

scolaires ne présente de lien significatif avec les résultats des tests de rendement scolaire.

5.6.3 Loisirs

Les loisirs ont toujours constitué un domaine important dans la plupart des études de la QV. Il est utile également de distinguer le divertissement comme activité organisée, habituellement assurée par une municipalité locale (p. ex., le tennis), des loisirs comme activité plus générale dont on fait l'expérience (p. ex., le bingo, une pièce de théâtre). Les gens ont aussi été attirés par une vaste variété d'expériences de divertissement et de loisirs. Ainsi, il n'est pas surprenant de voir une diversité de mesures rattachées à la composante «mieux-être social» des divertissements et loisirs. Au tableau 8, elles ont été catégorisées comme sports, loisirs, clubs et autres. Les mesures spécifiques sont données à titre d'exemple de la diversité des activités de divertissement et de loisirs.

5.6.4 Criminalité et sécurité

La criminalité et la sécurité ont trait à deux composantes de la vivabilité, de la vitalité économique et du mieux-être social (tableau 9). Les deux mesures reliées à la vitalité économique comprennent les dépenses publiques pour la police et la protection-incendie. On suppose que l'augmentation des dépenses pour ces services entraîne une diminution des pertes économiques dans la collectivité. Les mesures complémentaires de disponibilité ont trait également au mieux-être social et à la protection des personnes. Ces variables

comprennent la population par agent de police, le nombre de pompiers par habitant et les dépenses de protection-incendie dans la collectivité. En plus de la disponibilité des services de police et de protection-incendie, nous incluons une mesure pour avoir un indice de la variété des services de sécurité disponibles. Les variables énumérées ci-dessus sont toutes des mesures d'intrant. Un autre ensemble de variables concerne les extrants, dont la fréquence des accidents de la circulation, les taux de criminalité et les pertes par l'incendie.

Les données reliées à la sécurité publique, et particulièrement à la police, posent de nombreuses difficultés. Comme pour la santé et l'instruction, rien n'indique qu'à une augmentation des ressources consacrées à l'accroissement des effectifs policiers correspond une baisse de la criminalité. Ces dernières années, cette question a été au coeur d'un débat particulièrement vif à Toronto. Les extrants, mesurés par les données sur la criminalité, sont aussi suspects. Les données sur la criminalité sont difficiles à obtenir au niveau intra-urbain et il n'y a pas de contrôle de fiabilité. En outre, tout indique que la perception de la sécurité plutôt que la fréquence de la criminalité est un indicateur bien plus important de la QV. Cependant, il faudrait obtenir ces données par des enquêtes par questionnaire soigneusement préparées.

5.6.5 Bien-être social

Le bien-être social est un service public important, particulièrement en période de récession. Comme il ressort du

tableau 10, il concerne à la fois la vitalité économique et le mieux-être social. En termes économiques, les assistés sociaux sont à la charge des contribuables -- des particuliers comme des entreprises. Dans une perspective de mieux-être social, la disponibilité et la variété des services de bien-être social sont des variables importantes touchant les nécessiteux. Les mesures choisies reflètent ces deux questions.

6. Conclusions

Nous avons élaboré deux modèles de QV dans notre rapport. L'un et l'autre s'appuient sur les écrits et leur évolution des deux dernières décennies. Le premier, le Cadre conceptuel de la qualité de vie, est un énoncé intégratif des idées puisées aux recherches sur les indicateurs objectifs et subjectifs. Le second, le Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité, s'inspire des travaux récents sur les environnements durables et les villes en santé et il est plus étroitement relié aux questions de politique qui sont importantes au niveau municipal. L'idée fondamentale du modèle est que la métropole vivable est définie par trois composantes interreliées : vitalité économique, mieux-être social et intégrité environnementale.

Le Modèle d'orientation communautaire de l'environnement habité est celui que nous préférons parce qu'il reflète la pensée contemporaine sur la QV et qu'il se prête à l'évaluation des questions de politique au niveau local. Il faut souligner, toutefois, que la QV prête à diverses interprétations et qu'il n'y a pas de modèle parfait. Le modèle recommandé, par exemple, ne comprend pas d'indicateurs

subjectifs mesurant les satisfactions et perceptions individuelles. Et pourtant, il ressort des écrits des universitaires dans ce domaine que toute mesure satisfaisante de la QV exige des composantes objectives et subjectives. En éliminant les mesures subjectives, nous ne sommes pas en mesure de connaître directement les satisfactions, les perceptions et les sentiments individuels.

Comme on l'explique à la section 5.6.4, l'ajout de mesures subjectives est cruciale surtout pour les services publics comme la police où la perception de la sécurité est peut-être aussi importante sinon plus que l'incidence de la criminalité. De la même façon, la capacité de mesurer la satisfaction dans les domaines de la santé, de l'éducation et des loisirs est utile pour évaluer l'efficacité des services fournis par ces secteurs. En outre, les perceptions et les satisfactions dans ces secteurs peuvent être aussi significatives que des extrants plus objectifs particulièrement lorsqu'il est difficile de prévoir ou de comprendre les liens qui relient les intrants et les extrants. L'idéal serait d'ajouter des mesures subjectives, mais il ne faut pas oublier que, pour la plupart des municipalités, le coût de la collecte permanente de ces données serait prohibitif et peut-être sans rapport avec l'utilité des résultats pour la planification, l'évaluation des politiques et les activités connexes au niveau municipal. Il vaudrait peut-être mieux consacrer les ressources rares à la mise en place de systèmes intégrés d'information (systèmes d'information géographique) qui permettraient l'observation fréquente de variables au niveau intra-urbain.

Il faut noter que nous ne préconisons pas l'abandon de la participation publique au processus de planification. De fait, nous

recommandons des méthodes de planification qui aideront les collectivités à se définir (Myers, 1987). Dans la mesure du possible, nous proposons que les municipalités locales participent aux sondages omnibus de l'opinion publique comme le Toronto Area Survey réalisé chaque année par l'ISR. Nous savons, cependant, qu'il n'y a pas beaucoup de municipalités qui ont accès à des sondages omnibus réalisés à périodes fixes. En outre, la taille des échantillons de ces sondages est généralement insuffisante pour permettre la désagrégation des données au niveau du quartier.

Aux tableaux 1 à 10 et à l'annexe, nous proposons un ensemble de mesures spécifiques pour chaque indicateur de vivabilité. Les indicateurs de vivabilité sont des construits rattachés à chaque composante (vitalité économique, mieux-être social, intégrité environnementale) pour chaque secteur (p. ex., logement, utilisation du sol, transports). Les mesures spécifiques sont les variables recommandées pour la détermination de chaque indicateur de vivabilité. Pour certains secteurs (p. ex., le logement, l'utilisation du sol), les indicateurs et les mesures sont définis pour chacune des trois composantes. Pour d'autres secteurs (p. ex., l'environnement naturel, la santé), les indicateurs ne sont pertinents que pour une ou deux composantes.

Le choix des indicateurs et des mesures connexes traduit une recherche d'équilibre entre la rigueur conceptuelle et la disponibilité des renseignements. Pour certains secteurs, il a été difficile d'élaborer des indicateurs et des mesures convenables. C'est particulièrement le cas des services publics comme la santé, l'éducation et la criminalité, où les liens conceptuels entre les

intrants et les extrants ne sont pas bien développés et où les indicateurs objectifs sont souvent difficiles à obtenir ou peu fiables. Pour de nombreux indicateurs, les données sont facilement disponibles à diverses sources, quoiqu'à des échelles spatiales et pour des périodes différentes. Nous avons inclus d'autres indicateurs pour lesquels il n'y a pas de données actuellement disponibles ou pas de données disponibles aux échelles urbaine ou intra-urbaine d'analyse. Dans bien des cas, nous les avons inclus pour sensibiliser le lecteur à une question particulière. Il faut noter également que l'annexe ne se veut pas un ensemble définitif de mesures. C'est une liste très sélective, et il y a d'autres mesures possibles.

Enfin, il faut souligner la nécessité d'élaborer des mesures qui sont compatibles dans le temps et dans l'espace. Malheureusement, les mesures existantes ne répondent pas toutes à ce critère. Certaines sont disponibles chaque année, d'autres pour des périodes quinquennales et d'autres encore dans le cadre d'études ponctuelles menées à un moment donné dans le temps. De même, certaines variables ne sont disponibles que par province, alors que d'autres le sont au niveau de la municipalité ou du secteur de recensement. L'annexe constitue un répertoire utile de la localisation particulière des mesures facilement disponibles, de leur disponibilité temporelle et spatiale, et de l'absence de certaines variables.

Références

Note : La présence d'un astérisque indique que l'ouvrage figure dans la bibliographie annotée.

*Andrews, Frank M. et Stephen B. Whitey. 1976. Social Indicators of Well Being: Americans' Perceptions of Life Quality. New York : Plenum.

*Bederman, Sanford H. 1974. The Stratification of 'Quality of Life' in the Black Community of Atlanta, Georgia. Southeastern Geographer. XIV: 26-37.

*Beesley, Kenneth B. et Lorne H. Russwurm. 1989. Social Indicators and Quality of Life Research: Towards Synthesis. Environments. 20: 22-39.

*Boyer, Richard et David Savageau. 1985. Places Rated Almanac: Your Guide to Finding the Best Places to Live in America. New York : Rand McNally. Deuxième édition.

Bureau de la région du grand Toronto. 1992. La RGT en l'an 2021 : Les défis à relever : document de travail. Toronto : Ministère de l'Environnement, Bureau de la région du grand Toronto.

*Campbell, Angus, P.E. Converse et W.L. Rogers. 1976. The Quality of American Life: Perceptions, Evaluations and Satisfactions. New York : Russell-Sage.

*Carley, Michael. 1981. Social Measurement and Social Indicators: Indicators of Policy and Theory. London : George Allen et Unwin.

Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto. 1992. Regénération : le secteur riverain de Toronto et la ville durable : rapport final. Ottawa : Ministre des Approvisionnement et Services et Toronto : Imprimeur de la Reine.

Conseil économique du Canada. 1992. Les chemins de la compétence. Ottawa : Ministre des Approvisionnement et Services.

*Cutter, Susan L. 1985. Rating Places: A Geographer's View on Quality of Life. Washington : Association of Geographers, Resource Publications in Geography.

D'Amour, David. 1991. Les origines du développement durable et son rapport avec le logement et l'urbanisme. Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Le développement durable et le logement, document de recherche n° 1.

Davies, Wayne K.D. et Robert A. Murdie. 1991. Consistency and Differential Impact in Urban Social Dimensionality: Intra-Urban Variations in the 24 Metropolitan Areas of Canada. Urban Geography. 12: 55-79.

- *Dickinson, Joshua C., Robert J. Gray et David M. Smith. 1972. The 'Quality of Life' in Gainesville, Florida: An Application of Territorial Social Indicators. Southeastern Geographer. XII: 121-132.
- *Findlay, Allan, Arthur Morris et Robert Rogerson. 1988. Where to Live in Britain in 1988: Quality of Life in British Cities. Cities. 5: 268-276.
- *Flax, Michael. 1973. A Study in Comparative Social Indicators: Conditions in Eighteen Large Metropolitan Areas, in U.S. Environmental Protection Agency, Office of Research and Monitoring. The Quality of Life Concept: A Potential New Tool for Decision-Makers. Washington (D.C.). U.S. Environmental Protection Agency. 244-290.
- Fowler, Edmund P. 1992. Building Cities that Work. Kingston : McGill-Queen's Press.
- *Gariépy, Michel, ...Gérald Domon et Peter Jacobs. 1990. Développement viable et évaluation environnementale en milieu urbain : essai d'application au cas montréalais. Montréal : Faculté de l'aménagement, Université de Montréal.
- *Green, Anne et Tony Champion. 1988. Measuring Local Economic Performance: Methodology and Applications of the Booming Towns Approach. Built Environment. 14: 78-95.
- *Greer-Wooten, Bryn et Stavros Velidis. 1983. The Relationships Between Objective and Subjective Indicators of the Quality of Residential Environments: Toronto C.M.A., 1981. Rapport présenté à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Groupe de consultants Peat Marwick. 1988. Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Quality of Life Study.
- *Hardwick, Walter, Raymon Torchinsky et Arthur Fallick. 1991. Shaping a Livable Vancouver Region: Public Opinion Surveys. Vancouver : B.C. Geographical Series, numéro 48.
- Inglehart, Ronald. 1990. Culture Shift in Advanced Industrial Society. Princeton : Princeton University Press.
- Jacobs, Jane. 1961. The Death and Life of Great American Cities. New York : Random House.
- Jones, Ken et Jim Simmons. 1987. Location, Location, Location: Analyzing the Retail Environment. Toronto : Methuen.
- *Knox, Paul L. 1976. Social Well-Being and North Sea Oil: An Application of Subjective Social Indicators. Regional Studies. 10: 423-432.

- *Knox, Paul L. et Andrew MacLaran. 1978. "Values and Perceptions in Descriptive Approaches to Urban Social Geography." Geography and the Urban Environment. Vol. 1, éd. Herbert, D.T. et Johnson, R.J. Wiley: 197-248.
- *Kuz, Tony J. 1978. Quality of Life, an Objective and Subjective Variable Analysis. Regional Studies. 12: 409-417.
- *Landis, John D. et David S. Sawicki. 1988. A Planner's Guide to the Places Rated Almanac. Journal of the American Planning Association. 54: 336-346.
- Leung, Hok Lin. 1989. Land Use Planning Made Plain. Kingston (Ontario) : Ronald P. Frye and Company.
- *Liu, Ben-Chieh. 1976. Quality of Life Indicators in U.S. Metropolitan Areas: A Statistical Analysis. New York : Praeger.
- *Loetscher, Lienhard. 1985. Lebensqualitaet kanadischer Staedte. Basel : Basler Beitrage zur Geographie, Heft 33.
- *Lyon, Larry, 1987. The Community in Urban Society. Philadelphie : Temple University Press.
- Marlin, John Tepperman. 1992. The Livable Cities Almanac. New York : Harper Perennial.
- *Mathur, Brijesh. 1989. Community Planning and the New Public Health. Plan Canada. 29: 35-44.
- *Myers, Dowell. 1987. Community-Relevant Measurement of Quality of Life: A Focus on Local Trends. Urban Affairs Quarterly. 23: 108-125.
- *Myers, Dowell. 1988. Building Knowledge about Quality of Life for Urban Planning. Journal of the American Planning Association. 54: 347-358.
- Myrdal, Gunnar. 1962. The Challenge to Affluence. New York : Pantheon.
- *Pacione, Michael. 1986. Quality of Life in Glasgow: An Applied Geographical Analysis. Environment and Planning A. 18: 1499-1520.
- *Palys, T.S. 1973. Social Indicators of Quality of Life in Canada: A Practical/Theoretical Report. Winnipeg : Ministère des Affaires urbaines du Manitoba.
- Patterson, Jeffrey. 1992. Quality of Life and Housing Satisfaction in Selected Canadian Cities: Implications for Housing and Urban Development Policies. Communication présentée à la 5^e conférence internationale sur la recherche sur le logement, Montréal, juillet.

- Pinch, Steven. 1985. Cities and Services: The Geography of Collective Consumption. London : Routledge and Kegan Paul.
- *Reid, Angus. 1991. Urban Canada Study. (Présentée dans le Newsletter, Institute of Urban Studies, Université de Winnipeg, décembre 1991).
- *Service de planification de la Communauté urbaine de Toronto. 1991. Towards a Liveable Metropolis. Toronto : Service d'urbanisme de la Communauté urbaine de Toronto, Metropolitan Plan Review Report No. 13.
- *Shulman, N., W. Bond et M. Nelson. 1980. Quality of Life Measures for Medium-Sized Canadian Cities. Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- *Shulman, Norm et Wayne Bond. 1978. Indicateurs urbains : profils statistiques sur la qualité de la vie dans les villes canadiennes. Ottawa : Direction générale de l'environnement humain, ministère d'État, Affaires urbaines, édition révisée.
- *Smith, David M. 1973. The Geography of Social Well-Being in the United States: An Introduction to Territorial Social Indicators. New York : McGraw-Hill.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. 1991a. Quality of Life: Issues and Directions. Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Projet de document de travail.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. 1991b. Les besoins impérieux de logement au Canada. Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Thomas, G. Scott. 1990. The Rating Guide to Life in America's Small Cities. Buffalo : Prometheus Books.
- Weiss, Michael S. 1988. The Clustering of America. New York : Harper and Row.
- Wilson, William J. 1987. The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass and Public Policy. Chicago : University of Chicago Press.
- *Wish, Naomi Bailin. 1986. Some Issues About the 'Quality' of Sunbelt/Frosbelt Life: Factor Analysis of the Better Data Demonstrates that this Dichotomy is Hopelessly Biased. American Journal of Economics and Sociology. 45: 343-357.
- *Zehner, Robert B. 1977. Indicators of the Quality of Life in New Communities. Cambridge, Mass. : Ballinger Publishing.

Tableau 1 : Logement : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1. Logements construits par an 2. Valeur des permis de construire
Mieux-être social	Abordabilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. % des locataires dont le loyer brut dépasse 30 % du revenu courant 2. % des propriétaires-occupants dont les dépenses de logement dépassent 30 % du revenu 3. Prix moyen des lots résidentiels viabilisés
	Logeabilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre moyen de personnes par pièce
	Qualité	<ol style="list-style-type: none"> 1. % des logements ayant besoin de réparations majeures
	Accessibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Temps d'attente pour les nécessiteux
Intégrité environnementale	Densité/ conception	<ol style="list-style-type: none"> 1. Densité de population 2. Gradient de densité 3. Grandeur moyenne des lots

Tableau 2 : Utilisation du sol : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quantité de terrains viabilisés vacants pour utilisation commerciale et industrielle 2. Temps moyen d'approbation des permis de construire
	Abordabilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coût moyen des lots commerciaux et industriels viabilisés 2. Coût moyen des lots résidentiels viabilisés 3. Droit d'aménagement foncier
Mieux-être social	Proximité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Distance moyenne par rapport aux espaces verts/parcs 2. Différences spatiales de la distance par rapport aux espaces verts/parcs 3. % des ménages à moins de 1 km d'un terrain de jeu, d'une école primaire, des services locaux
	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre} et superficie des parcs et des aires de loisirs par habitant
	Variété	<ol style="list-style-type: none"> 1. Longueur moyenné de l'îlot de maisons 2. Indice de la combinaison des utilisations du sol 3. Combinaison des âges des immeubles, logements seulement
Intégrité environnementale	Densité	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre} de logements par hectare

Tableau 3 : Transports : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. % des dépenses publiques consacrées aux transports en commun, y compris à l'infrastructure 2. Dépenses d'entretien des rues par habitant par an
	Emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1. % de la population vivant et travaillant dans la ville
Mieux-être social	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Distance ou temps de déplacement pour les transports en commun 2. % du kilométrage de rues desservi par les transports en commun
	Équité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Transports en commun pour les handicapés
	Sécurité	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre} de crimes dans les transports en commun
Intégrité environnementale	Consommation d'énergie et pollution	<ol style="list-style-type: none"> 1. Immatriculation de véhicules automobiles par habitant 2. % de la population utilisant les transports en commun

Tableau 4 : Environnement naturel : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Intégrité environnementale	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Matières particulaires en suspension dans l'air 2. Concentration de NO₂, SO₂ et CO₂ atmosphériques 3. Qualité de l'eau
	Consommation des ressources	<ol style="list-style-type: none"> 1. Kg de déchets par personne par an 2. Volume de déchets urbains produits par les secteurs industriels 3. % de déchets urbains recyclés et commercialisés
	Économie des ressources	<ol style="list-style-type: none"> 1. % de la superficie du sol conservé dans son état «naturel»

Tableau 5 : Emploi et commerce : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Disponibilité du capital	<ol style="list-style-type: none"> 1. Investissement fédéral et provincial dans la municipalité 2. Richesse des ménages (ERMEM) 3. Fréquence des faibles revenus
	Emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1. Taux de chômage 2. Salaires annuels moyens 3. N^{bxe} total de postes vacants dans le quartier local 4. % de postes spécialisés, semi-spécialisés et non spécialisés vacants 5. % de postes vacants d'employés de bureau, de vendeurs, de cadres et de professionnels
	Coût de la vie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Indice du coût de la vie
	Niveau d'activité commerciale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ventes au détail par employé 2. Variation nette du n^{bxe} d'établissements commerciaux
	Variété	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bxe} d'établissements de commerce de détail par habitant 2. Grands magasins par habitant 3. Mails commerciaux par ville 4. % de la population active de 15+ ans employée dans 8 grands secteurs
Mieux-être social	Équité d'emploi	<ol style="list-style-type: none"> 1. Taux d'activité des minorités, des jeunes, des femmes, des hommes 2. % des emplois qui sont à plein temps 3. % de la population active qui est syndiquée 4. Taux de chômage des femmes 5. Taux de chômage des hommes 6. Taux de chômage des jeunes, 15-24 ans
	Égalité de revenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Salaires hebdomadaires moyens - hommes 2. Salaires hebdomadaires moyens - femmes 3. Gains professionnels moyens par rapport aux salaires moyens

Tableau 6 : Santé : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Mieux-être social	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre} de lits d'hôpital par habitant 2. % de lits d'hôpital pour soins de courte durée et soins chroniques par habitant 3. N^{bre} de médecins par habitant 4. N^{bre} de centres ou de lits de soins communautaires par habitant 5. N^{bre} de travailleurs de la santé publique par habitant
	Fréquence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Taux de mortalité infantile 2. Taux de mortalité corrigés de l'âge pour les hommes et pour les femmes 3. Taux de suicide 4. Demandes d'indemnités d'accident du travail

Tableau 7 : Éducation : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Mieux-être social	Qualité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ratio élèves-maître : niveaux primaire, secondaire 2. Dépenses pour l'éducation par le conseil scolaire 3. Taux de décrochage au niveau secondaire
	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre} d'écoles primaires, secondaires 2. N^{bre} d'établissements d'enseignement postsecondaire
	Variété	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre} de conseils scolaires (publics et privés) et d'écoles privées. 2. % et genre de services supplémentaires d'enseignement 3. % d'élèves en programme de difficulté d'apprentissage 4. % d'élèves en immersion française
	Niveau atteint	<ol style="list-style-type: none"> 1. % de la population de 20-34 ans sans diplôme d'études secondaires 2. % de la population de 25+ ans avec grade universitaire 3. % de la population de 25+ ans avec certificat d'études collégiales

Tableau 8 : Loisirs : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Disponibilité	1. Dépenses par habitant pour les parcs et les loisirs
Mieux-être social	Disponibilité/ variété	N ^{bre} par habitant
	Sports	1. piscines 2. courts de tennis 3. aré纳斯, salles de curling, terrains de golf 4. places assises
	Loisirs	1. bars de quartier 2. salles de quilles, salles de bingo, lieux d'amusement 3. théâtres et cinémas 4. restaurants 5. mails commerciaux selon le genre
	Clubs	1. clubs de sport et de loisirs 2. clubs jeunesse 3. clubs sociaux
	Autres	1. livres de bibliothèque 2. musées et galeries d'art 3. orchestres symphoniques et compagnies d'opéra et de danse
Intégrité environnementale	Économie d'énergie	1. N ^{bre} et superficie des parcs et des aires de loisirs par habitant

Tableau 9 : Criminalité et sécurité : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dépenses publiques pour la police 2. Dépenses des administrations locales pour la protection-incendie par habitant
Mieux-être social	Disponibilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Population par agent de police 2. N^{bre} de pompiers par habitant 3. Classification de la collectivité aux fins de la protection-incendie
	Variété	<ol style="list-style-type: none"> 1. N^{bre}, étendue et portée des services de sécurité
	Fréquence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accidents de la circulation par habitant 2. Taux de criminalité (crimes violents) 3. Taux de criminalité (crimes contre la propriété) 4. Pertes annuelles moyennes par l'incendie : dollars par habitant

Tableau 10: Bien-être social : Indicateurs et mesures spécifiques

COMPOSANTE	INDICATEURS	MESURES SPÉCIFIQUES
Vitalité économique	Emploi	1. Taux de chômage hebdomadaire moyen 2. N ^{bxe} de cas de bien-être social
Mieux-être social	Disponibilité	1. Dépenses annuelles de bien-être social 2. N ^{bxe} d'organismes de service social par habitant
	Variété	1. Étendue et portée des organismes de service social

ANNEXE

Indicateurs et leur disponibilité

Cette annexe présente des renseignements détaillés sur les indicateurs et les mesures détaillés aux tableaux 1 à 10 du rapport. Dans chaque secteur (logement, utilisation du sol, transports, etc.), nous indiquons la source des données, le niveau géographique et la fréquence de chaque mesure.

Les sources de données sont variées. Souvent, elles se passent d'explications. Par exemple, «SCHL, Bulletin mensuel d'information sur le logement». Dans certains cas, il peut être nécessaire de donner des détails sur les sources de données au profit des utilisateurs peu familiers avec la terminologie utilisée. Les commentaires suivants constitueront un guide utile d'interprétation.

1. Le mot «lacune» indique qu'il n'existe pas actuellement de données pour la mesure. Dans certains cas, les indicateurs ont déjà été utilisés dans des publications, mais ils ne sont plus collectés.

2. Il arrive souvent que les noms des ministères provinciaux et des services municipaux diffèrent légèrement d'une province à l'autre et d'une ville à l'autre. Lorsque la source des données est un ministère gouvernemental ou un service municipal, il peut être nécessaire de rajuster le titre officiel. De même, les régies de permis d'alcool, les commissariats aux incendies, les sociétés de transport en commun et les commissions locales du logement peuvent tous s'appeler différemment selon l'endroit géographique. Il faut s'attendre que le niveau de détail de la base de données et sa facilité d'accès varieront également d'une région à l'autre du Canada. Il n'est peut-être pas toujours facile, rapide ou peu coûteux d'extraire des renseignements de ces sources.

3. Statistique Canada diffuse divers renseignements sous de nombreuses formes. Il peut rassembler des données, sans toutefois les rendre disponibles sauf sous forme de «totalisations spéciales» effectuées moyennant honoraires au fur et à mesure des demandes. Les données du recensement sont disponibles sur bande informatique et sont aussi publiées sous forme de profils et de publications cataloguées. Les bandes sont disponibles par l'intermédiaire des grands organismes de recherche (comme l'ISR), dans certaines bibliothèques et directement à Statistique Canada. Les publications cataloguées et les profils sont dans la plupart des grandes bibliothèques publiques et dans les universités. Jusqu'à tout récemment, Statistique Canada publiait également un «indice d'offre d'emploi» renfermant des données précieuses sur l'emploi. Cet indice n'existe plus, mais il pourrait renaître dans un avenir prochain sous un nom différent ou être diffusé par l'intermédiaire des Centres d'emploi du Canada.

4. De nombreuses villes et municipalités, surtout les petites, publient des répertoires des entreprises locales. Bien que les renseignements qui s'y trouvent puissent être périmés et incomplets, ces répertoires sont parfois la seule source valide des mesures de l'emploi et du commerce au niveau local.

5. Les conseils scolaires ont des renseignements permanents sur l'instruction dans leur bassin démographique. Malheureusement, ces données ne sont pas agrégées pour les grandes régions et les territoires des commissions scolaires ne coïncident pas non plus exactement avec les secteurs de recensement. L'accès aux données des conseils scolaires exige souvent une autorisation spéciale.

6. Le Canadian Directory of Shopping Centres est la seule source détaillée et complète de renseignements sur les mails commerciaux. On peut le consulter dans les grandes bibliothèques.

7. L'Association canadienne du transport urbain publie des données municipales par année. L'Association s'adresse aux sociétés de transport en commun pour obtenir les données pour ses rapports.

8. Et le Groupement des assureurs et l'organisme représentant l'industrie des assurances IARD au Canada publient des statistiques annuelles sur la protection-incendie. Il s'agit dans les deux cas d'organismes privés, qui réservent habituellement leurs données à leurs membres; il y a un droit d'adhésion pour être membre.

9. SIG signifie système d'information géographique, qui peut être disponible ou pas dans les services municipaux.

INDICATEURS SOCIAUX

MESURES :	SOURCES DES DONNÉES :	NIVEAU des DONNÉES :	FRÉQUENCE :
LOGEMENT :			
Logements neufs construits par an	SCHL : Statistique du logement au Canada ou SCHL : Bulletin mensuel d'information sur le logement	Centres urbains de 10 000 habitants et plus " " "	Annuelle Mensuelle
Valeur des permis de construire :	Statistique Canada, n° 64-001 au cat.	Municipal	Mensuelle
Valeur moyenne par habitant p.a.	Statistique Canada, n° 64-203 au cat.	Municipal	Annuelle
% des locataires dont le loyer brut dépasse 30 % du revenu courant	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% des propriétaires-occupants dont les dépenses de logement dépassent 30 % du revenu	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Prix moyen des lots résidentiels viabilisés	Service d'urbanisme	Municipal	Erratique
Logements surpeuplés :			
N ^{bre} moyen de personnes/pièce	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
% des logements ayant besoin de réparations majeures	Profils du recensement	Secteur de recensement	10 ans
Accès au logement subventionné - temps d'attente pour les nécessiteux	Commission locale du logement	Municipal	Inconnue
Densité démographique - personnes par km ² dans les secteurs résidentiels	Lacune		
Gradient de densité	Lacune		
Grandeur moyenne des lots	Service d'urbanisme	Municipal	Inconnue
UTILISATION DU SOL :			
Quantité de terrains viabilisés vacants pour utilisation commerciale et industrielle	Service d'urbanisme	Municipal	Annuelle
Temps moyen d'approbation des permis de construire	Service d'urbanisme : Mesurer le temps entre la demande initiale et l'octroi du permis	Municipal	Inconnue

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Coût moyen des lots commerciaux et industriels viabilisés	Service d'urbanisme ou bureau industriel et commercial local de Royal LePage	Municipal RMR	Annuelle
Coût moyen des lots résidentiels viabilisés	Lacune		
Droit moyen d'aménagement foncier	Lacune		
N ^{bre} de logements par hectare	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Distance moyenne par rapport aux espaces verts dans la ville	Lacune		
Différences spatiales de la distance par rapport aux espaces verts/parcs	Lacune		
% des ménages à moins de 1 km d'un terrain de jeu, d'une école primaire, des services locaux	Lacune		
N ^{bre} et superficie des parcs et des aires de loisirs par habitant	Service des parcs et loisirs	Municipal	Annuelle
% de la superficie du sol dont le zonage est «utilisations mixtes»	Service d'urbanisme	Municipal	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Indice de la combinaison des utilisations du sol	Service municipal d'urbanisme (surtout là où il y a un SIG)	Municipal	Inconnue
Combinaison des âges des immeubles - logements seulement	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
TRANSPORTS :			
% des dépenses publiques consacrées aux transports en commun, y compris à l'infrastructure	Association canadienne du transport en commun ou société locale de transport en commun.	Municipal	Annuelle
Dépenses d'entretien des rues par habitant/an	Service municipal des travaux publics	Municipal	Annuelle
% de la population vivant et travaillant dans la ville	Profils du recensement	Secteur de recensement	10 ans
Distance ou temps de déplacement pour les transports en commun	Association canadienne du transport en commun ou société locale de transport en commun	Municipal	Annuelle
% du kilométrage de rues desservi par les transports en commun	Association canadienne du transport urbain ou société locale de transport en commun	Municipal	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Transports en commun pour les handicapés	Association canadienne du transport en commun ou société locale de transport en commun	Municipal	Annuelle
N ^{bre} de crimes dans les transports en commun	Lacune		
Immatriculations de véhicules automobiles par habitant	Statistique Canada, n° 53-219 au cat.	Divisions de recensement Municipalités	Annuelle
% de la population utilisant les transports en commun	Association canadienne du transport urbain ou société locale de transport en commun	Municipal	Annuelle
ENVIRONNEMENT NATUREL :			
Matières particulaires en suspension dans l'air	Ministère provincial de l'Environnement	Région de surveillance	Permanent
Concentration de NO ₂ , SO ₂ et CO atmosphériques	Ministère provincial de l'Environnement	Région de surveillance	Permanent
Qualité de l'eau	Service municipal des travaux publics	Municipal	Permanent

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Kg de déchets par personne par an	Service municipal de gestion des déchets	Municipal	Annuelle
Volume de déchets urbains produits par les secteurs industriels	Service municipal de gestion des déchets Lacune dans les petits centres	RMR	Annuelle
% des déchets urbains recyclés et commercialisés	Service municipal de gestion des déchets	Municipal	Annuelle
% de la superficie du sol conservé dans son état «naturel»	Service municipal d'urbanisme	Municipal	Annuelle
EMPLOI ET COMMERCE :			
Investissement fédéral et provincial dans la municipalité	Lacune		
Richesse des ménages	ERMEM	Toronto, Montréal et Vancouver	
Fréquence des faibles revenus	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Taux de chômage	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
	Statistique Canada, n° 71-001 au cat.	25 RMR	Mensuelle
	Statistique Canada, n° 71-001 au cat.	Province	Mensuelle
Salaires annuels moyens	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
N ^{bre} total de postes vacants dans le quartier local	Lacune		
% des postes vacants spécialisés, semi-spécialisés et non spécialisés disponibles	Lacune		
% des postes vacants d'employés de bureau, de vendeurs, de cadres ou de professionnels	Lacune		
Indice du coût de la vie	Statistique Canada, n° 62-010 au cat.	15 grandes villes + Yellowknife et Whitehorse	Annuelle
Ventes au détail par employé	Statistique Canada, n° 63-005 au cat.	Province	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Variation nette du n ^{bre} d'établissements commerciaux	Ministère de la Consommation et du Commerce ou répertoires d'entreprises locales.	Province	Annuelle
N ^{bre} d'établissements de commerce de détail par habitant	Statistique Canada, n ^o 63-005 au cat.	Province	Mensuelle
Grands magasins par habitant	Statistique Canada, n ^o 63-210 au cat.	Province	Mensuelle
Mails commerciaux par ville	Canadian Directory of Shopping Centres, vol. 1 et 2.	Municipal	Annuelle
% de la population active de 15+ ans employée dans les industries primaires (A, B, C et D)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population active de 15+ ans employée dans les industries manufacturières (E)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population active de 15+ ans employée dans la construction (F)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population active de 15+ ans employée dans le commerce (I et J)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
% de la population active de 15+ ans employée dans les transports, l'entreposage, les communications et autres services publics (G et H)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population active de 15+ ans employée dans les finances, les assurances et l'immobilier (K et L)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population active de 15+ ans employée dans les services gouvernementaux (N)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population active de 15+ ans employée dans les autres services (M, O, P, Q et R)	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Taux d'activité des minorités	Lacune		
Taux d'activité des personnes de 15-24 ans	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Taux d'activité des femmes de 15-24 ans	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Taux d'activité des hommes de 15-24 ans	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% des emplois qui sont à plein temps	Statistique Canada, n° 71-001 au cat.	Province	Mensuelle
% de la population active qui est syndiquée	Statistique Canada, n° 71-202 au cat.	Province	Annuelle
Taux de chômage des femmes	Profils du recensement Statistique Canada, n° 71-001 au cat.	Profils du recensement Province	5 ans Mensuelle
Taux de chômage des hommes	Profils du recensement Statistique Canada, n° 71-001 au cat.	Secteur de recensement Province	5 ans Mensuelle
Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans	Profils du recensement Statistique Canada, n° 71-001 au cat.	Secteur de recensement Province	5 ans Mensuelle
Salaire hebdomadaire moyen - hommes	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
Salaire hebdomadaire moyen - femmes	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Gains professionnels moyens en proportion des gains moyens	Statistique Canada : totalisation spéciale	Secteur de recensement ou RMR	
SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE :			
N ^{b^{re}} de lits d'hôpital par habitant	Statistique Canada, n° 82-003S6 au cat.	Hôpital individuel	Annuelle
% des lits d'hôpital pour soins de courte durée et soins chroniques par habitant	Lacune		
N ^{b^{re}} de médecins par habitant	Associations médicales provinciales	Province	Annuelle
N ^{b^{re}} de centres de santé communautaire par habitant	Lacune		
Taux de mortalité infantile	Statistique Canada, n° 82-003S15 au cat.	Province	Annuelle
Taux de mortalité corrigés de l'âge pour les hommes et pour les femmes	Statistique Canada, n° 82-003S15 au cat.	Province	Annuelle
Taux de suicide	Statistique Canada, n° 82-003S11 au cat.	Province	Annuelle
Demandes d'indemnités d'accident du travail	Rapports annuels des commissions provinciales des accidents du travail	Province	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
INSTRUCTION :			
Rapport élèves-maître : niveaux primaire, secondaire	Conseil scolaire	Territoire du conseil	Annuelle
Dépenses pour l'enseignement par le conseil scolaire	Conseil scolaire	Territoire du conseil	Annuelle
Taux de décrochage au secondaire	Fédération provinciale des enseignants d'école secondaire	Province	Annuelle
N ^{bre} d'écoles primaires, secondaires	Conseil scolaire	Territoire du conseil	Annuelle
N ^{bre} d'établissements d'enseignement secondaire	Ministère provincial de l'Éducation	Municipalité	Annuelle
% et genre de services supplémentaires d'enseignement	Conseil scolaire	Territoire du conseil	Annuelle
% des élèves en programme de difficulté d'apprentissage	Conseil scolaire	Territoire du conseil	Annuelle
% des élèves en immersion française	Conseil scolaire	Territoire du conseil	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
% de la population de 20-34 ans sans diplôme d'études secondaires	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population de 25+ ans avec grade universitaire	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans
% de la population de 25+ ans avec certificat d'études collégiales	Profils du recensement	Secteur de recensement	5 ans

LOISIRS :

Dépenses par habitant pour les parcs et les loisirs	Service municipal des parcs et loisirs	Municipal	Annuelle
Piscines/habitant	Service municipal des parcs et loisirs	Municipal	Annuelle
Courts de tennis/habitant	Service municipal des parcs et loisirs	Municipal	Annuelle
N ^{bre} d'arénas, de salles de curling, de terrains de golf/habitant	Service municipal des parcs et loisirs, ou	Municipal	Annuelle
	Répertoires des entreprises locales	Municipal	Annuelle
N ^{bre} de places assises/habitant	Commissariat aux incendies ou Service municipal des parcs et loisirs	Municipal	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Bars de quartier/habitant	Régie provinciale de permis d'alcool	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} d'allées de quilles et de lieux d'amusement	Répertoires des entreprises locales	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de salles de bingo	Service des loteries, ministère provincial de la Consommation et du Commerce	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de théâtres et de cinémas par habitant	Répertoires des entreprises locales	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de restaurants	Service municipal des permis	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de mails commerciaux par genre	Canadian Directory of Shopping Centres, vol. 1 et 2.	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de clubs de sport et loisirs (habitant)	Service des parcs et loisirs	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de clubs jeunesse/16-19 ans	Service des parcs et loisirs ou lacune	Municipal	Annuelle
N ^{bxe} de clubs sociaux/habitant	Lacune		
N ^{bxe} de livres de bibliothèque/habitant	Statistique Canada, n° 87-205 au cat.	Province, territoire et RMR	Annuelle
N ^{bxe} de musées et galeries d'art/habitant	Statistique Canada, n° 87-207 au cat.	Province et RMR	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
N ^{bre} d'orchestres symphoniques, et de compagnies d'opéra et de danse	Statistique Canada, n° 87-209 au cat.	Province	Annuelle
N ^{bre} et superficie des parcs et des aires de loisirs/habitant	Service municipal des parcs et loisirs Ministère provincial des Parcs	Municipal Province	Annuelle
CRIMINALITÉ ET SÉCURITÉ :			
Dépenses publiques pour la police par habitant	Statistique Canada, n° 85-002 au cat., vol. 10, n° 18.	Province	Annuelle
Dépenses des administrations locales pour la protection-incendie par habitant	Services municipaux de protection-incendie	Municipal	Annuelle
Population par agent de police	Statistique Canada, n° 85-002 au cat., vol. 10, n° 18.	Province	Annuelle
N ^{bre} de pompiers par habitant	Services municipaux de protection-incendie	Municipal	Annuelle
Classification de la collectivité aux fins de la protection-incendie	Groupement technique des assureurs : Fire Protection Underwriting Bulletin	Municipal	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
N ^{bre} , étendue et portée des services de sécurité publique	Bureaux municipaux ou services de police	Municipal	Annuelle
Accidents de la circulation par habitant	Statistique Canada, n° 85-002 au cat.	Province	Annuelle
Taux de criminalité (crimes violents)	Statistique Canada, n° 85-205 au cat.	Province	Annuelle
Taux de criminalité (crimes contre la propriété)	Statistique Canada, n° 85-205 au cat.	Province	Annuelle
Pertes annuelles moyenne par l'incendie : dollars par habitant	Les Assurances I.A.R.D. au Canada, ou Rapports du commissaire aux incendies de la province	Province Centre urbain ou canton	Annuelle Annuelle
BIEN-ÊTRE SOCIAL			
Taux de chômage hebdomadaire moyen	Statistique Canada, n° 73-202S au cat.	Province et RMR	Annuelle
Bien-être social - n ^{bre} de cas	Ministères provinciaux des Services sociaux et communautaires	Province	Annuelle
	Services sociaux de la municipalité	Municipal	Annuelle

MESURE :	SOURCE :	NIVEAU :	FRÉQUENCE :
Dépenses annuelles de bien-être social	Ministères provinciaux des Services sociaux et communautaires	Province	Annuelle
	Services sociaux municipaux	Municipal	Annuelle
N ^{bre} d'organismes de service social par habitant	Services sociaux municipaux	Municipal	Annuelle
N ^{bre} , étendue et portée des organismes de services sociaux dans la ville	Services sociaux municipaux	Municipal	Annuelle